

REPUBLICQUE DU BENIN

⏏⏏⏏&⏏⏏⏏

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

⏏⏏⏏&⏏⏏⏏

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE

⏏⏏⏏&⏏⏏⏏

CELLULE DE SUIVI-EVALUATION

⏏⏏⏏&⏏⏏⏏



RAPPORT DE PERFORMANCES DU SECTEUR AGRICOLE, GESTION 2011



Avril 2012

SOMMAIRE

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	4
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES.....	7
INTRODUCTION.....	8
I. VISION ET OBJECTIFS DU SECTEUR AGRICOLE.....	9
1.1 - Vision.....	9
1.2 - Objectifs.....	9
II. FINANCEMENT DU SECTEUR AGRICOLE.....	10
2.1. Prévisions budgétaires publiques pour le secteur agricole.....	10
2.2. Dépenses publiques dans le secteur.....	10
2.3. Secteur agricole, zone de concentration des PTF intervenant au Bénin.....	11
2.4. Investissements privés dans le secteur agricole.....	12
III. PERFORMANCES DU SECTEUR AGRICOLE.....	12
3.1. Importance du secteur agricole dans l'économie nationale.....	12
3.1.1. Croissance du PIB agricole.....	12
3.1.2. Contribution du secteur agricole au PIB.....	13
3.1.3. Contribution du secteur agricole à la croissance économique.....	13
3.1.4. Contribution du secteur aux échanges commerciaux.....	14
3.2. Contribution du secteur agricole à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).....	14
3.2.1. Réduction de la pauvreté.....	14
3.2.2. Sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	15
IV. PERFORMANCE DES SOUS-SECTEURS.....	18
4.1. Performance du sous secteur Agriculture.....	18
4.1.1. Contribution du sous secteur agriculture à l'économie nationale.....	18
4.1.2. Niveau d'accroissement des différentes productions végétales.....	18
4.1.3. Amélioration de la productivité agricole.....	19
4.1.4. Bilan vivrier national et couverture des besoins nationaux en stocks stratégiques.....	21
4.1.5. Mécanisation agricole.....	22
4.1.6. Gestion durable des terres.....	22
4.1.7. Mise en marché des produits et denrées agricoles d'origine végétale.....	24
4.2. Performance du sous secteur élevage.....	25
4.2.1. Contribution du sous secteur élevage à l'économie nationale.....	25

4.2.2. Contribution du sous-secteur élevage à la sécurité alimentaire et nutritionnelle	25
4.2.3. Niveau de production des espèces animales	26
4.2.4. Evolution de l'effectif du cheptel national	27
4.2.5. Gestion durable des zones d'élevage	27
4.2.6. Mise en marché des produits et denrées animales	28
4.3. Performance du sous secteur pêche	28
4.3.1. Contribution du sous secteur pêche à l'économie nationale.....	28
4.3.2. Contribution du sous-secteur Pêche à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.....	29
4.3.3. Niveaux de production et productivité des espèces halieutiques	30
V. CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2011-2012	31
5.1. Situation pluviométrique.....	31
5.2. Situation phytosanitaire.....	32
5.3. Situation zoo sanitaire.....	33
5.4. Mise en place des intrants.....	34
5.4.1. Intrants sur cultures vivrières.....	34
5.4.2. Intrants coton	34
5.4.3. Intrants production halieutique.....	34
VI. DIFFICULTES.....	35
VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	36
ANNEXES.....	37
ANNEXE 1 : Niveau d'atteinte des indicateurs du PDA.....	38
ANNEXE 2 : Point de réalisation des indicateurs de performance du PDE.....	40
ANNEXE 3 : Point de réalisation des indicateurs de performance du PDPA.....	42
ANNEXE 4 : Point de réalisation des indicateurs de performance du PAGS.....	43
ANNEXE 5 : Point d'exécution financière du budget MAEP au 31/12/2011.....	44

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AIC	: Association Interprofessionnelle de Coton
ANE	: Acteurs Non Etatiques
BOC	: Base Obligatoire de Contrôle
CARITAS	: ONG humanitaire Catholique
CeCPA	: Centre Communal pour la Promotion Agricole
CeRPA	: Centre Régional pour la Promotion Agricole
CNAB	: Chambre Nationale d'Agriculture du Bénin
CoGEF	: Commission Communale de Gestion Foncière
DE	: Direction de l'Elevage
DGR	: Direction du Génie Rural
DP	: Direction des Pêches
DPLR	: Direction de la Promotion et de la Législation Rurales
DPP	: Direction de la Programmation et de la Prospective
DRFM	: Direction des Ressources Financières et du Matériel
EMICoV	: Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages
H1N1	: Virus de la grippe aviaire
IITA	: Institut International d'Agriculture Tropicale
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
JICA	: Coopération Japonaise
L3	: Larve du stade 3
L4LP	: Projet "Elevage comme moyen de subsistance"
L6	: Larve du stade 6
MAEP	: Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MCA	: Millenium Challenge Account
OIE	: Organisation Internationale de l'Epidémiologie
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONASA	: Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire
ONG	: Organisations Non Gouvernementales
OPA	: Organisations Professionnelles Agricoles
OSD	: Orientations Stratégiques de Développement
PADER	: Programme Cadre d'Appui au Développement Rural
PADPPA	: Programme d'Appui au Développement Participatif de la Pêche Artisanale
PAFICOT	: Projet d'Appui à la Filière Coton Textile

PAFILAV	: Projet d'Appui aux Filières Lait et Viande
PDRN	: Projet de Diffusion du Riz NERICA
PFR	: Plan Foncier Rural
PFT	: PlateForme de Transfert
PIB	: Produit Intérieur Brut
PIBA	: Produit Intérieur Brut Agricole
PNIA-Bénin	: Programme National d'Investissement Agricole du Bénin
PPCB	: Péripleumonie Contagieuse Bovine
PPMA	: Programme de Promotion de la Mécanisation Agricole
PPR	: Peste des Petits Ruminants
ProVAC	: Projet de Vulgarisation de l'Aquaculture Continentale
PSAAB	: Projet de Sécurité Alimentaire par l'Aménagement des Bas-fonds et le Renforcement des Capacités de Stockage au Bénin
PSAIA	: Projet de Sécurité Alimentaire par l'Intensification Agricole
PSRSA	: Plan Stratégique pour la Relance du Secteur Agricole
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers
PUASA	: Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire
Royal Fish	: Société privée de production d'alevins
SIF	: Système d'Information Foncière
SIGFiP	: Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SS	: Service Statistique
SVGF	: Section Villageoise de Gestion Foncière

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des investissements privés dans le secteur agricole.....	12
Tableau 2 : Evolution du PIB agricole.....	12
Tableau 3 : Evolution de la contribution du secteur agricole au PIB.....	13
Tableau 4 : Evolution de la contribution du secteur agricole à la croissance économique.....	13
Tableau 5 : Evolution de la balance commerciale agricole.....	14
Tableau 6 : Seuil de la pauvreté	15
Tableau 7 : Incidence de la pauvreté selon le sexe.....	15
Tableau 8 : Proportion des ménages en insécurité alimentaire	16
Tableau 9 : Proportion des enfants malnutris selon le sexe.....	17
Tableau 10 : Contribution du sous secteur agriculture à l'économie nationale	18
Tableau 11 : Comparaison des niveaux des productions végétales en 2010 et 2011.....	19
Tableau 12 : Niveaux de rendement des principales cultures.....	20
Tableau 13 : Evolution de l'accroissement du bilan vivrier et de la couverture des besoins stratégiques nationaux	22
Tableau 14 : Indicateur sur la mécanisation agricole.....	22
Tableau 15 : Indicateurs d'accès au foncier	22
Tableau 16 : Niveau d'atteinte des indicateurs de gestion durable des terres	24
Tableau 17 : Niveau d'atteinte des indicateurs de mise en marché des produits agricoles	24
Tableau 18 : Indicateurs de contribution du sous-secteur élevage à l'économie nationale.....	25
Tableau 19 : Couverture des besoins des populations en produits animaux	26
Tableau 20 : Niveaux de production de viande, de lait et d'œufs	26
Tableau 21 : Indicateurs de gestion durable des zones d'élevage	28
Tableau 22 : Indicateurs de mise en marché de produits et denrées d'origine animale.....	28
Tableau 23 : Contribution du sous secteur pêche à l'économie nationale.....	29
Tableau 24 : Couverture des besoins des populations en produits halieutiques	30
Tableau 25 : Niveau de production des pêcheries.....	31
Tableau 26 : Hauteur d'eau et nombre de jours de pluie en 2010 et en 2011.....	31

LISTE DES GRAPHIQUES

Figure 1 : Evolution des prévisions budgétaires publiques pour le secteur agricole.....	10
Figure 2 : Evolution des dépenses publiques réalisées dans le secteur agricole	11
Figure 3 : Répartition des PTF par secteur clé de l'économie béninoise	11
Figure 4 : Evolution de l'insuffisance pondérale au Bénin.....	17
Figure 5 : Evolution de la production vivrière.....	20
Figure 6 : Evolution de la production cotonnière	21
Figure 7 : Evolution de l'effectif du cheptel national	27
Figure 8 : Situation pluviométrique du Bénin en 2011.....	32

INTRODUCTION

Le secteur agricole est d'une importance capitale pour le renforcement de l'économie béninoise car il contribue pour 32% en moyenne au PIB, 75 à 90% aux recettes d'exportation, 15% aux recettes de l'Etat et fournit environ 70% des emplois. Il est donc considéré comme celui dont les nombreuses potentialités doivent être judicieusement exploitées pour soutenir la croissance économique nationale et contribuer ainsi à lutter efficacement contre la pauvreté. Cela suppose que :

- les principaux acteurs à la base bénéficient d'investissements productifs en temps réel et que leurs capacités opérationnelles soient appropriées,
- les structures en charge de ce secteur disposent des ressources adéquates pour fonctionner de façon optimale.

Les ressources mobilisées pour le secteur agricole en 2011 proviennent : (i) du Budget National à travers les crédits alloués au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) et aux autres Ministères intervenant dans le secteur, (ii) des Partenaires Techniques et Financiers et (iii) du secteur privé.

En 2011, les priorités du secteur agricole ont concerné essentiellement le lancement de la mise en œuvre des réformes consensuelles retenues par l'ensemble des acteurs du secteur pour la réalisation efficiente des actions opérationnelles du Plan Stratégique pour la Relance du Secteur Agricole (PSRSA) et du Programme National d'Investissement Agricole du Bénin (PNIA-Bénin), la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations, la croissance agricole et la contribution du secteur agricole à la croissance économique.

Le présent rapport rend compte du niveau de réalisation des indicateurs globaux du secteur agricole au titre de l'année 2011 et s'articule autour des points ci-après :

- Vision et objectifs fondamentaux du secteur agricole,
- Performances du secteur,
- Conditions de mise en œuvre de la campagne agricole 2011-2012,
- Difficultés et suggestions,
- Conclusion et recommandations.

I. VISION ET OBJECTIFS DU SECTEUR AGRICOLE

1.1 - Vision

La problématique de développement du secteur agricole met en relief trois défis majeurs portant sur (i) la couverture des besoins alimentaires, (ii) l'accroissement des revenus et (iii) l'amélioration de la productivité et de l'attractivité de l'activité agricole et du milieu rural. Ces trois défis confèrent au secteur agricole le double rôle d'accélération de la croissance économique et de la contribution à la réduction de la pauvreté d'où la vision :

« Faire du Bénin, une puissance agricole dynamique à l'horizon 2015, compétitive, attractive, respectueuse de l'environnement, créatrice de richesse répondant aux besoins de développement économique et social de la population ».

1.2 - Objectifs

L'objectif global est d'améliorer les performances de l'agriculture béninoise, pour la rendre capable d'assurer de façon durable la souveraineté alimentaire de la population et de contribuer au développement économique et social du Bénin, à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et à la réduction de la pauvreté.

De manière spécifique, il s'agit de :

- assurer une production efficace et une gestion durable des exploitations, à même de contribuer à la croissance et à la sécurité alimentaire ;
- assurer la compétitivité et l'accès des productions et produits aux marchés grâce à la promotion des filières agricoles.

L'objectif spécifique n°1 prend en compte les cultures vivrières telles que : (i) les céréales (maïs, riz), les racines et tubercules (igname, manioc), les légumineuses (niébé, soja) et les cultures maraîchères (tomate, piment, oignon, carotte) pour ce qui est de la production végétale, (ii) la viande (volaille, lapin, porc, petits ruminants, bovins), le lait, les œufs s'agissant de l'élevage puis (iii) le poisson en ce qui concerne la pêche et la pisciculture.

L'objectif spécifique n°2 se rapporte aux crevettes et aux cultures industrielles telles que le coton, l'ananas, l'anacarde et le palmier à huile.

Il est à noter que ces objectifs s'inscrivent dans la vision de " Bénin 2025 Alafia", des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Orientations Stratégiques de Développement (OSD).

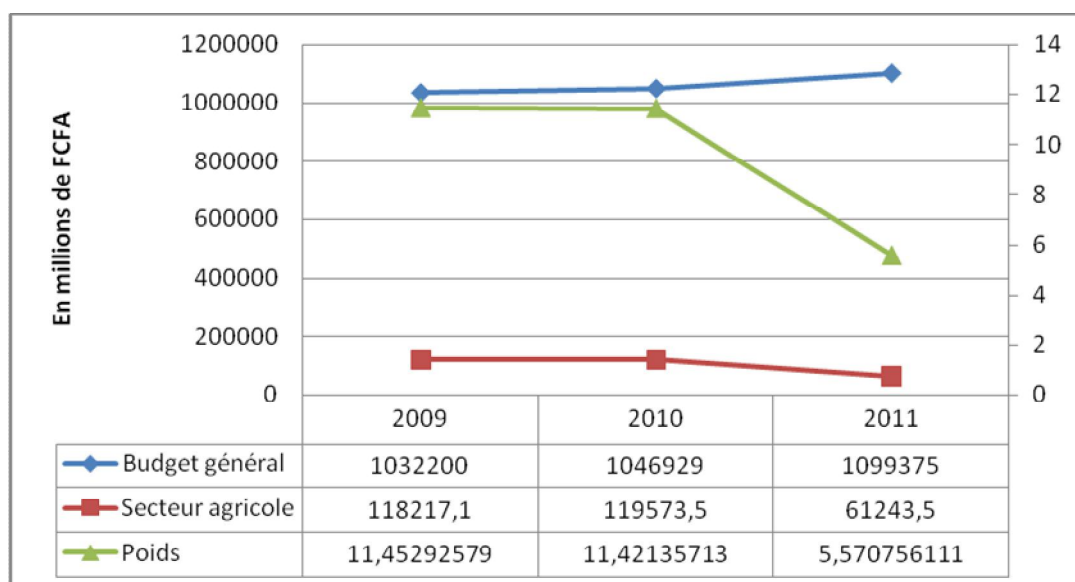
II. FINANCEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

Le financement du secteur agricole est assuré à travers les fonds publics et les fonds privés. Les fonds publics sont constitués par les ressources du budget national et les ressources extérieures mises en place avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers. Les fonds privés concernent les investissements faits directement par ou à travers les Acteurs Non Etatiques (ANE) que sont : les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA), les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et le Secteur Privé.

2.1. Prévisions budgétaires publiques pour le secteur agricole

En 2011, les prévisions budgétaires de l'Etat pour le secteur sont largement en baisse de 48,78% par rapport à celles de 2010, passant de 119.573,5 millions de FCFA en 2010 à 61.243,5 millions en 2011. Par contre, le budget général de l'Etat a connu un accroissement de 5,01%. Le graphique suivant montre la tendance des prévisions budgétaires sur les trois dernières années.

Figure 1 : Evolution des prévisions budgétaires publiques pour le secteur agricole

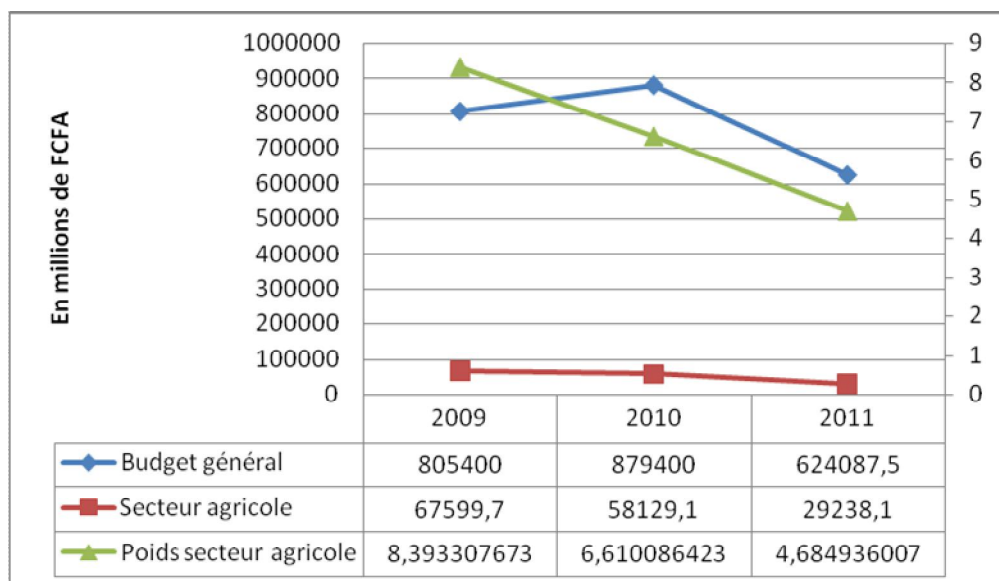


2.2. Dépenses publiques dans le secteur

Au cours des trois dernières années, on note que les dépenses publiques réalisées dans le secteur ont régressé. Elles sont passées de 67 599,1 millions en 2009 à 58 129,1 millions en 2010 puis à 29 238,1 millions de fcfa en 2011, soit une régression de 49,70% entre 2010 et 2011. La même tendance baissière est observée au niveau des dépenses publiques globales de l'Etat. Le poids du secteur agricole dans les dépenses publiques demeure encore faible par rapport à la cible de MAPUTO qui est de 10%. Ce poids est passé de 8,39% en 2009 à 6,61% en 2010 et à 4,68% en 2011.

Le graphique ci-dessous fait un aperçu des dépenses publiques effectuées dans le secteur.

Figure 2 : Evolution des dépenses publiques réalisées dans le secteur agricole



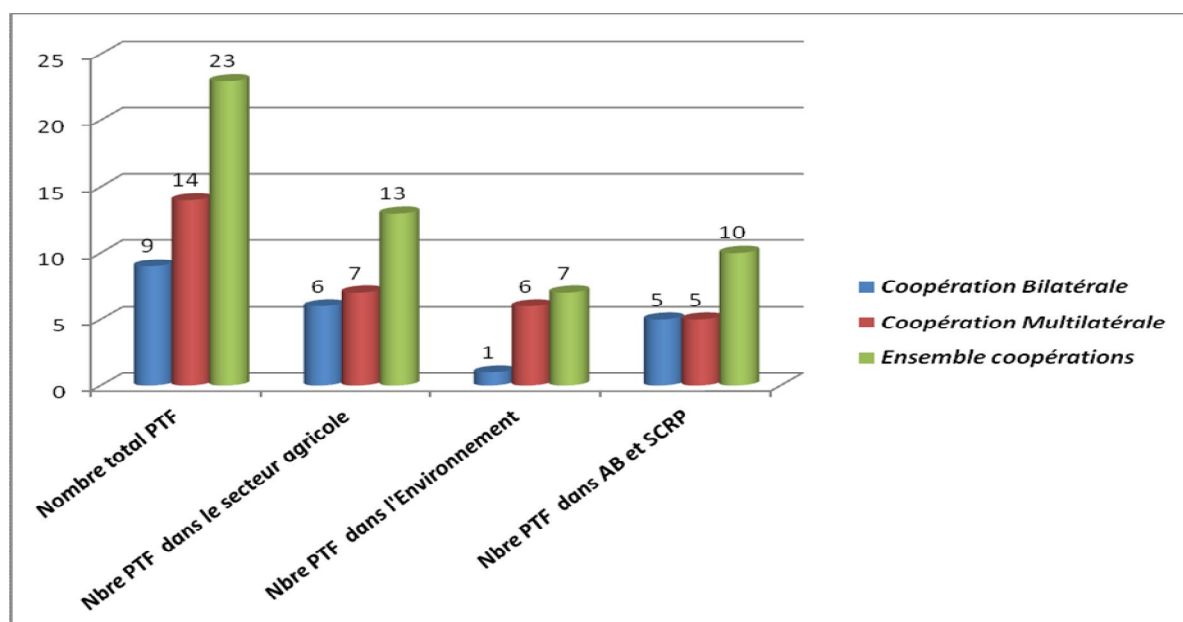
Source : DGAE, 2012

La faiblesse des dépenses publiques de l'Etat en général et celles du secteur agricole en particulier est essentiellement due à la récession économique du pays. Les mesures prises par le Gouvernement pour assouplir les procédures de décaissement vont probablement améliorer la situation en 2012.

2.3. Secteur agricole, zone de concentration des PTF intervenant au Bénin

Le secteur agricole constitue l'une des zones de concentration des interventions des PTF. En effet sur un total de 23 PTF qui interviennent dans les secteurs clé de l'économie béninoise, 13 sont dans le secteur agricole dont 7 à travers la coopération multilatérale et 6 à travers la coopération bilatérale (cf. fig. ci-dessous).

Figure 3 : Répartition des PTF par secteur clé de l'économie béninoise



Source : Rapport CARE Bénin, 2012

2.4. Investissements privés dans le secteur agricole

Tableau 1 : Evolution des investissements privés dans le secteur agricole

Indicateurs	2007	2008	2009	2010	2011
Investissements privés globaux (milliards de FCFA)	331,40	371,00	346,20	394,40	432,50
Investissements privés dans le secteur agricole (milliards de FCFA)	45,34	49,11	51,69	54,86	60,16
Taux d'accroissement des investissements privés réalisés dans le secteur agricole (%)	6,66	7,49	6,74	6,59	7,2

Source : INSAE, 2012, Estimations DPP

Le taux d'accroissement des investissements privés réalisés dans le secteur agricole est estimé à 7% en moyenne au cours des cinq dernières années. Ce niveau moyen est encore insuffisant au regard des objectifs du PSRSA qui est axé sur la promotion des filières agricoles. Au terme de l'année 2011, les investissements privés dans le secteur agricole se sont accrues à un taux légèrement supérieur à la moyenne quinquennale (0,2 point) et à celui de 2010 (0,6 point).

III. PERFORMANCES DU SECTEUR AGRICOLE

L'analyse de la performance du secteur agricole se fera à travers sa contribution à la croissance économique, à l'atteinte des OMD et au niveau d'atteinte des principaux résultats des programmes cadres du PSRSA.

3.1. Importance du secteur agricole dans l'économie nationale

3.1.1. Croissance du PIB agricole

Tableau 2 : Evolution du PIB agricole

Indicateurs	2007	2008	2009	2010	2011
PIB agricole (en milliards de FCFA constants)	406,7	421,2	431,9	438,0	455,2
Taux de croissance du PIB agricole (en %)	4,2	3,6	2,5	1,4	3,9

Source : INSAE, 2012

La croissance du PIB agricole a été effective au cours des cinq dernières années, tout en évoluant de manière décroissante de 2007 à 2010. Cette situation est due aux différentes crises alimentaire, financière et économique que le Bénin a subies directement ou indirectement au cours de la période. La chute de la production cotonnière a aussi fortement contribué à la faiblesse de la croissance du PIB agricole. Ainsi, avec le relèvement de la production cotonnière au terme de la campagne agricole 2011-2012 et les efforts fournis par le Gouvernement pour résorber progressivement la récession économique, la croissance du PIB agricole est passée de 1,4% en 2010 à 3,9% en 2011, soit une augmentation de plus de 2 points. Cependant, la cible a été réalisée à environ 50%. Les efforts doivent donc être poursuivis pour améliorer le rythme de croissance du PIB agricole en vue d'atteindre une croissance économique nationale à deux chiffres, gage du succès dans la lutte contre la pauvreté à l'horizon 2015.

3.1.2. Contribution du secteur agricole au PIB

Tableau 3 : Evolution de la contribution du secteur agricole au PIB

Indicateurs	2007	2008	2009	2010	2011
PIB (en milliards de FCFA constants)	1069,1	1122,7	1152,7	1182,1	1222,7
PIB Agricole (en milliards de FCFA constants)	406,7	421,2	431,9	438,0	455,2
Contribution du secteur agricole au PIB (en %)	31,3	32,3	32,4	32,4	32,8

Source : INSAE, 2012

La contribution du secteur agricole au PIB a évolué globalement de manière croissante au cours des cinq dernières années avec une constance entre 2009 et 2010. En effet, elle est passée de 31,3% en 2007 à 32,8% en 2011 soit un accroissement de 1,047 point sur les cinq ans. Elle s'est stabilisée à 32,4% en 2009 et 2010. Les mesures prises par le Gouvernement pour résorber progressivement les effets pervers des crises de 2008 et 2009 et le relèvement de la production cotonnière ont permis d'améliorer substantiellement la contribution du secteur au PIB en 2011.

3.1.3. Contribution du secteur agricole à la croissance économique

Tableau 4 : Evolution de la contribution du secteur agricole à la croissance économique

Indicateurs	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance économique (en %)	4,6	5,0	2,7	2,6	3,4
Contribution du secteur agricole à la croissance économique (en %)	1,6	1,4	1,0	0,5	1,5

Source : INSAE, 2012

La contribution du secteur agricole à la croissance économique a évolué de manière décroissante de 2007 à 2010, année où elle connu sa plus grande chute (0,5%). Cette situation est essentiellement due à la crise alimentaire survenue vers la fin 2007 et aux effets retour de la crise financière mondiale de 2007 ; toutes choses qui ont occasionné la récession économique que le pays a connue, avec une sévérité particulière en 2010. Les mesures prises par le Gouvernement pour résorber progressivement ces crises et le relèvement de la production cotonnière ont permis de porter la contribution du secteur à 1,5% en 2011, soit un écart positif de 1 point par rapport à 2010.

Le secteur agricole demeure donc un secteur prépondérant dans l'économie béninoise comme dans celle des pays de l'Afrique Subsaharienne. En effet, soit il contribue considérablement à la croissance économique ou bien il induit une amélioration des contributions des secteurs secondaires et tertiaires en leur fournissant les matières premières indispensables à leur développement.

3.1.4. Contribution du secteur aux échanges commerciaux

Tableau 5 : Evolution de la balance commerciale agricole

Indicateurs	2007	2008	2009	2010	2011
Exportation agricole (Milliards de FCFA constants)	112,43	128,91	160,80	183,00	nd ¹
Importation agricole (Milliards de FCFA constants)	271,04	304,50	253,19	318,30	nd
Balance commerciale agricole (Milliards de FCFA constants)	-158,62	-175,58	-92,39	-135,30	nd

Source : INSAE, 2011

La balance commerciale agricole du Bénin est fortement déficitaire car les importations d'intrants agricoles, de produits agricoles et agroalimentaires supplantent nettement les exportations de produits agricoles et agroalimentaires. Selon les données de l'INSAE, seulement la moitié des importations sont couvertes par les exportations sur la période 2007-2010. Cette situation appauvrit davantage le secteur agricole et par ricochet l'économie béninoise car il y a plus de sorties que d'entrées de devises. Il est donc impérieux de renverser la tendance en appuyant fortement la diversification et la promotion d'autres filières agricoles en dehors du coton (ananas, anacarde, crevettes, palmier à huile, etc.), susceptibles d'impulser l'amélioration des exportations conformément aux objectifs du PSRSA/PNIA.

3.2. Contribution du secteur agricole à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)

La contribution du secteur agricole à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des OMD est mesurée à travers trois indicateurs que sont : i) l'incidence de la pauvreté, ii) la prévalence de l'insécurité alimentaire et iii) la couverture des besoins alimentaires et nutritionnels.

3.2.1. Réduction de la pauvreté

Selon les résultats du suivi de l'Enquête Modulaire Intégrée sur les Conditions de Vie des ménages (EMICoV) 2010, le seuil de pauvreté monétaire annuel est estimé à 145 279 FCFA en 2009 contre 116 545 FCFA en 2007 et connaît ainsi sur la période une hausse de 24,7%. On note sur le plan national que 35,2% de la population béninoise vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire. En milieu urbain, cette proportion est de 29,8% contre 38,4% en milieu rural.

Au Bénin, 30,8% de la population béninoise est pauvre en termes de conditions d'existence contre 39,7% en 2007 et 42% en 2006. On peut donc conclure que la pauvreté est plus rurale qu'urbaine. Le tableau qui suit présente les différents indicateurs de la pauvreté au Bénin.

¹ nd = non disponible

Tableau 6 : Seuil de la pauvreté

Indicateurs	2006	2007	2009
Seuil de la pauvreté monétaire (FCFA)		116 545	145 279
Milieu urbain (FCFA)		140 816	184347
Milieu rural (FCFA)		109400	129612
Pourcentage de population dépensant moins d'un dollar par jour			
- Bénin			40,8
- Milieu urbain			24,0
- Milieu Rural			51,8
Incidence de la pauvreté monétaire	37,2%	33,3%	35,2%
Incidence de la pauvreté non monétaire	42%	39,7%	30,8%

Source : EMICoV 2010 INSAE

Au Bénin, la profondeur de la pauvreté est plus élevée en milieu rural (0,116) qu'en milieu urbain (0,085) avec une aggravation des inégalités entre hommes et femmes et une accentuation en milieu rural particulièrement chez les femmes rurales.

Le tableau qui suit renseigne sur les inégalités entre hommes et femmes et selon les milieux de résidence.

Tableau 7 : Incidence de la pauvreté selon le sexe

Variables	Sexe	Bénin	Milieu	
			Urbain	Rural
Incidence de pauvreté monétaire (%)	-	35,2	29,8	38,4
Indice de profondeur de la pauvreté monétaire	-	0,104	0,085	0,116
Indice de sévérité de la pauvreté monétaire	-	0,045	0,036	0,050
Indice d'écart de pauvreté	-	0,297	0,285	0,302
Incidence de pauvreté monétaire (%)	F	30,4		
	H	36,2		
Incidence de pauvreté non monétaire (%)		30,8	23,1	35,2
	F	37,9		
	H	29,5		

Source : EMICOV 2010

3.2.2. Sécurité alimentaire et nutritionnelle

La sécurité alimentaire et nutritionnelle a été appréciée à travers l'analyse de la prévalence de l'insécurité alimentaire, la proportion des enfants de moins de cinq ans souffrant de faim et le taux de couverture des besoins alimentaires et nutritionnelles.

☞ Prévalence de l'insécurité alimentaire

Tableau 8 : Proportion des ménages en insécurité alimentaire

Variables	Sexe	%	BENIN
Proportion de ménages en insécurité alimentaire-IA selon le sexe du chef de ménage	F	35,6	33,6
	H	33,0	
Proportion de ménages à risque d'insécurité alimentaire-ARIA selon le sexe du chef de ménage	F	20,5	21,6
	H	21,9	
Proportion de ménages en sécurité alimentaire-SA selon le sexe du chef de ménage	F	43,9	44,8
	H	45,1	

Source : EMICOV 2010

Le taux de prévalence de l'insécurité alimentaire est la proportion de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite, c'est-à-dire les ménages en insécurité alimentaire. Selon les résultats du suivi de l'EMICoV 2010, 33,6% des ménages sont en insécurité alimentaire contre 12% en 2008 et 21,6% à risque d'insécurité alimentaire contre 13,2% en 2008. L'insécurité alimentaire s'est donc aggravée dans le pays passant de 25,2% en 2008 à 55,2% en 2010. La prévalence de l'insécurité alimentaire est plus élevée chez les ménages dirigés par les femmes comparés à ceux dirigés par les hommes. En milieu rural, 34,6% des ménages sont en insécurité alimentaire contre 32,2% en milieu urbain. Les départements les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont l'Atacora, le Plateau, le Couffo et le Zou. Cette situation traduit la précarité et la disparité de l'autosuffisance alimentaire (énergétique) qu'il faudra soutenir et amplifier afin qu'elle s'étende à tous les besoins (énergétique et protéinique) aussi bien dans le volume que dans l'espace géographique national.

☞ Couverture des besoins alimentaires et nutritionnels

En 2011, la couverture des besoins alimentaires et nutritionnels d'origine végétale a chuté de 1,6 point, passant de 145% en 2010 à 143,4% en 2011. Il ressort donc que la croissance de la production n'a pas été assez suffisante pour maintenir la même tendance de couverture observée depuis 2010, étant donné que la population s'accroît à un rythme quasi constant de 3,3%. Malgré cette baisse, la production vivrière nationale demeure toujours en mesure de nourrir la population béninoise et de faire des réserves pour les périodes de soudure et pour l'exportation vers les pays limitrophes.

Au niveau de la couverture des besoins alimentaires en produits d'origine animale, il a été enregistré en 2011, une légère hausse (0,88 point) du taux de couverture qui est passé de 47,55% en 2010 à 48,43% en 2011. Il faut noter que le gap est toujours couvert par les importations de produits d'origine animale (viande et lait notamment).

Au niveau des produits halieutiques, les besoins des populations sont couverts à hauteur de 35,68% en 2011 contre 34,55% en 2010, soit une augmentation de 1 point environ. A ce niveau également le gap est couvert par les importations de produits halieutiques (poissons congelés notamment).

☞ Proportion des enfants de moins de cinq ans souffrant de la malnutrition selon le sexe

Au Bénin environ 5% des enfants de moins de cinq ans souffrent de la malnutrition aiguë globale. Parmi ces derniers 35% souffrent de la malnutrition chronique globale. Une analyse différenciée par genre, révèle que la malnutrition aiguë est plus accentuée chez les enfants de sexe masculin. Il en est de même chez les enfants souffrant de l'insuffisance pondérale où le taux est de 18,4% chez les enfants de sexe masculin contre 14,7 chez ceux de sexe féminin.

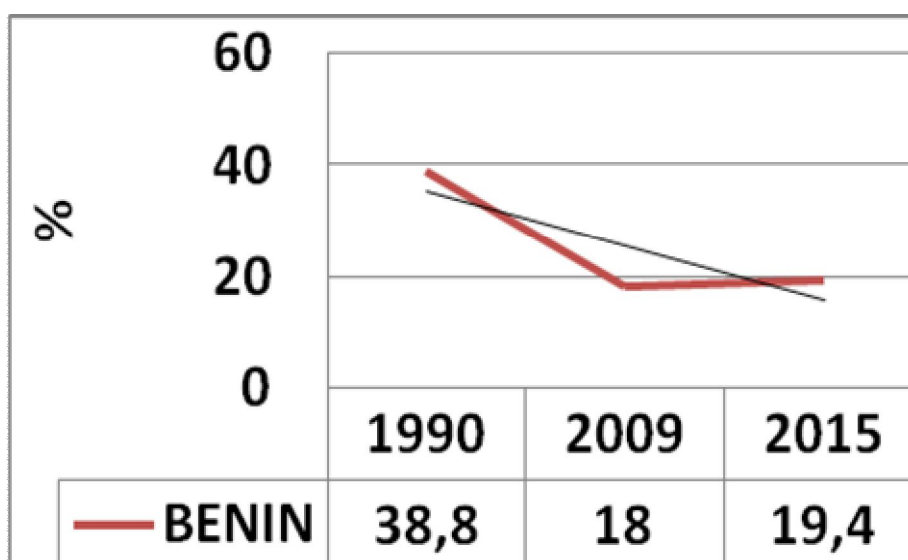
Tableau 9 : Proportion des enfants malnutris selon le sexe

SANTE ET DEVELOPPEMENT DE L'ENFANT	Sexe	%
Pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition aiguë globale	F	4,8
	H	5,5
Pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition chronique globale	F	28,6
	H	35,0
Pourcentage d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale globale	F	14,7
	H	18,4

Source : EMICoV 2010

Bien que le Bénin soit globalement autosuffisant sur le plan alimentaire, il est signalé par endroit dans le pays une baisse tendancielle des rations calorifiques qui sont inférieures à la norme FAO. Malgré le fait que les indices nutritionnels au Bénin soient supérieurs aux seuils admis par l'OMS, 18% et 20,5% des enfants de moins de 5 ans présentaient respectivement en 2009 et 2008 une insuffisance pondérale.

Figure 4 : Evolution de l'insuffisance pondérale au Bénin



Source : INSAE, 2009

IV. PERFORMANCE DES SOUS-SECTEURS

4.1. Performance du sous secteur Agriculture

4.1.1. Contribution du sous secteur agriculture à l'économie nationale

- **Croissance du sous secteur agriculture** : Le sous-secteur agriculture a connu une croissance de 4,1 % en 2011 contre 0,8% en 2010 soit une augmentation de 3,3 points par rapport à l'année 2010 et une régression de 1,1 point par rapport à la cible qui est de 5,2 %. Cette situation traduit une reprise progressive du sous secteur après les terribles inondations de 2010.
- **Contribution du sous secteur agriculture au PIB Agricole** : le sous secteur a contribué au PIBA pour 72,28 % soit une hausse de 2,28 points par rapport à l'année 2010 et un écart positif de 0,13 point par rapport à la cible. Depuis 2007, la contribution du sous secteur agriculture a évolué en dents de scie oscillant entre 72% et 73%. La production végétale constitue près des $\frac{3}{4}$ du PIBA.
- **Niveau d'accroissement des recettes d'exportation des produits agricoles d'origine végétale** : depuis 2008 les recettes d'exportation ont chuté de 22,19 % à -18,63 % en 2010, cette chute est imputable à la réduction drastique de la production cotonnière enregistrée depuis 2009 ; avec les actions de relance de cette filière entreprise par le gouvernement et qui ont aboutit en 2011 à la production de 265,178² tonnes de coton graine, la situation pourrait s'améliorer les campagnes à venir.
- **Taux d'accroissement de la contribution des filières végétales, au PIB agricole** : la contribution des filières agricoles a augmenté de 0,18% en 2011, soit un écart de -1,82% par rapport à la cible fixée à 2%.

Le tableau suivant renseigne sur le niveau d'atteinte des indicateurs en 2011.

Tableau 10 : Contribution du sous secteur agriculture à l'économie nationale

Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	Cible 2011	Niveau atteint en 2011	Ecart par rapport à cible 2011	Ecart par rapport à 2010
Croissance du sous-secteur agriculture	%	0,80	5,20	4,1	-1,1	3,3
Contribution du sous-secteur agriculture au PIBA	%	72,15	70	72,28	2,8	0,13
Niveau d'accroissement des recettes d'exportation des produits végétaux	%	-18,63	5,00	ND	ND	ND
Accroissement de la contribution à prix constant de toutes les filières au PIB a augmenté de 10% en 2015	%	-0,61	2,00	0,18	-1,82	0,43

Source : INSAE 2012

4.1.2. Niveau d'accroissement des différentes productions végétales

La campagne agricole 2011-2012 a affiché une production végétale globale de 9 691 511 tonnes contre 8 975 346 tonnes en 2010-2011, soit une hausse de 7,98%. Les cultures vivrières représentent 88,9% de cette production nationale

² Les données de la production cotonnière sont provisoires

contre 90,6% un an plus tôt. Une analyse différenciée par groupe de cultures permet de constater que les racines et tubercules représentent 66,8% de la production totale en 2011-2012, les céréales 15,9%, les cultures industrielles 11,1%, les cultures maraichères 2,9% et les légumineuses 3,3%.

Les groupes de cultures qui ont connu une amélioration de production sont les céréales, les racines et tubercules et les cultures industrielles avec des taux d'accroissement respectifs de 16,75% ; 5,34% et 18,15%. Les améliorations remarquables de production sont notées au niveau du coton, du maïs et du riz dont les productions ont augmenté respectivement de 93,6%; 15,14% et 74,90%

Les groupes des cultures qui ont connu une baisse de production sont les légumineuses et les cultures maraichères pour lesquels les taux de baisse sont évalués à 12,3% et 7,1% respectivement. Les cultures qui ont contribué à cette contre performance sont entre autres : le niébé, le voandzou, le pois d'angole, la tomate et le piment. Le tableau qui suit présente les taux d'accroissement des différentes productions.

Tableau 11 : Comparaison des niveaux des productions végétales en 2010 et 2011

Indicateurs	2010	2011	Taux de croissance (%)
Production de céréales (en milliers de tonnes)	1322,64	1544,23	16,75
Production de racines et tubercules (en milliers de tonnes)	6147,41	6475,43	5,34
Production de légumineuses (en milliers de tonnes)	360,08	315,92	-12,26
Production de cultures maraichères (en milliers de tonnes)	304,21	282,60	-7,10
Production cotonnière (en milliers de tonnes)	136,96	265,19 ³	93,62
Productions industrielles sans coton (en milliers de tonnes)	704,06	808,13	14,78
Productions végétales (en milliers tonnes)	8975,35	9691,51	7,98

Source : DPP/MAEP, 2012

4.1.3. Amélioration de la productivité agricole

Globalement, les rendements se sont nettement améliorés au cours de cette dernière campagne. En particulier au niveau du maïs (28,9%), du riz (47,5%), du manioc (44,2%), de la tomate (4,7%), des légumes fruits (10,7%), du coton (27,6%) de l'anacarde (16,7%) et de l'ananas (49,4%). Ainsi, l'augmentation de la production observée s'explique par l'amélioration des rendements due à l'utilisation des variétés améliorées, des engrais spécifiques et de la professionnalisation progressive des producteurs grâce aux actions de renforcement de capacité que les divers acteurs du secteur mènent sous la supervision du ministère en charge du secteur agricole.

Les niveaux de rendement par grands groupes de cultures se présentent comme indiqué dans le tableau ci-après :

³ Les données relatives à la production cotonnière sont provisoires

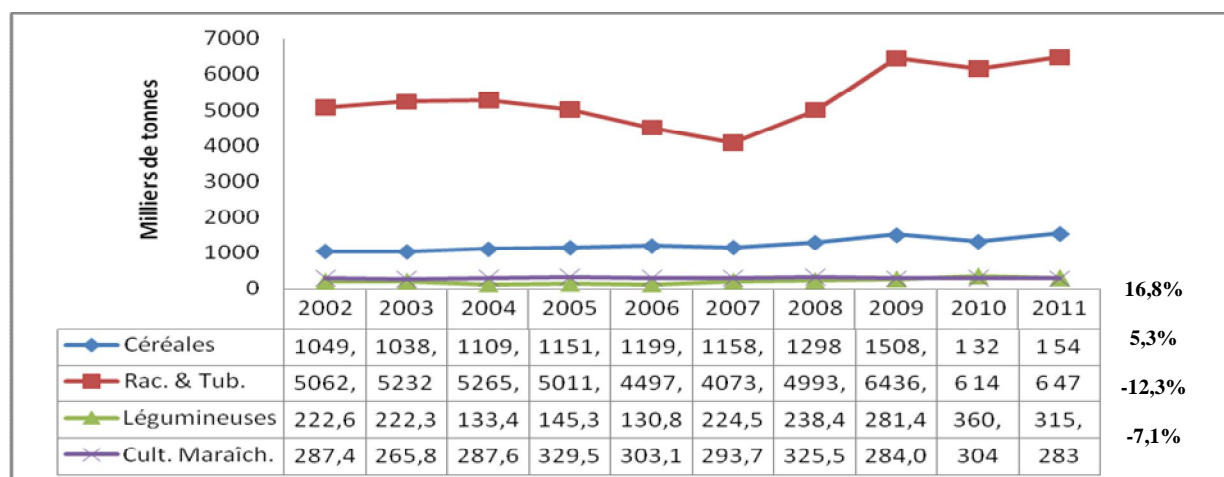
Tableau 12 : Niveaux de rendement des principales cultures

Principales cultures (en kg/ha)	Niveaux de rendements atteints		Accroissement (%)
	2010	2011	
Céréales			
Maïs	1103	1422	28,91
Riz	2669	3936	47,5
Racines et Tubercules			
Manioc	12054	17377	44,16
Igname	13042	15010	15,09
Légumineuses			
Niébé	838	864	3,10
Arachide	880	964	9,54
Cultures maraîchères			
Tomate	5560	5821	4,69
Piment	1895	1954	3,14
Oignon	14453	14501	0,34
Cultures industrielles			
Anacarde	300	350	16,67
Ananas	53240	79556	49,43
Coton	999	1275	27,57

Source : DPP/MAEP, 2012

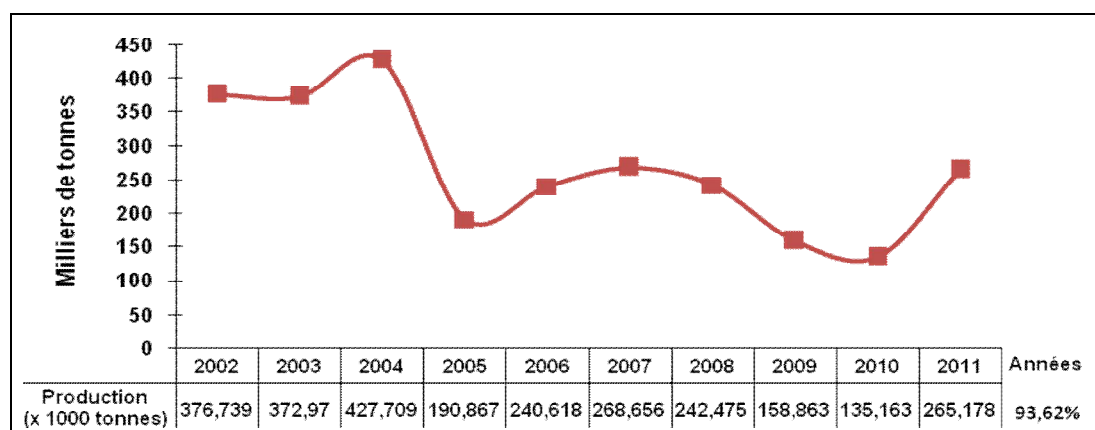
Au cours des cinq dernières années, les productions moyennes annuelles des quatre grands groupes de cultures vivrières se sont accrues au rythme de 7,8% pour les céréales, 7,3% pour les racines et tubercules, 22% pour les légumineuses et 41,7% pour les cultures maraîchères. Ces accroissements bien que globalement supérieurs au taux d'accroissement annuel de la population béninoise demeurent encore faibles pour garantir une autosuffisance alimentaire durable et assurer un accroissement des exportations vers les pays limitrophes demandeurs.

En ce qui concerne la production cotonnière, il faut préciser que les emblavures de coton ont augmenté de près de 52%. Cette augmentation s'explique par la confiance retrouvée des coton-culteurs suite aux réformes engagées par l'Association Interprofessionnelle de Coton (AIC), les conseils des bras opérationnels des CeRPA et les actions de suivi rapproché initiées par le Ministre lui-même avec des descentes régulières dans les champs à des moments critiques. Cet accroissement remarquable de la production cotonnière au cours de la campagne 2011-2012 est le fruit de tous ces efforts.

Figure 5 : Evolution de la production vivrière

Source : DPP/MAEP, 2012

Figure 6 : Evolution de la production cotonnière



Source : DPP/MAEP, 2012

4.1.4. Bilan vivrier national et couverture des besoins nationaux en stocks stratégiques

- **Taux d'accroissement du bilan vivrier** : En 2011, le bilan vivrier a régressé de 28,25% par rapport à 2010. En effet, ce bilan vivrier fait apparaître un excédent brut pour le maïs, l'igname et le manioc. Par contre, le Bénin est déficitaire pour le sorgho et le mil, le riz, le niébé et l'arachide. Cette situation peut s'expliquer d'une part par les mauvaises conditions pluviométriques doublées de la mise en place tardive et en quantité insuffisante des intrants et d'autre part par la réduction des activités de certains Projets Programmes tels que le Projet de Diffusion du Riz NERICA (PDRN), le Programme de Promotion de la Mécanisation Agricole (PPMA) et le Programme d'Urgence d'Appui à la Sécurité Alimentaire (PUASA).
- **Taux de couverture des besoins en stock alimentaire stratégique** : ce taux est passé de 54% en 2010 à 58% en 2011 et est encore à 42 points de la cible. Cette situation traduit un prélèvement dans le stock disponible pour une réserve stratégique pour la traversée de la période de soudure ou en cas de catastrophe ou de famine. Ce taux s'est amélioré de 4 points et aurait été meilleur si l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire (ONASA) avait eu toutes les ressources nécessaires pour la constitution de ce stock à 100%.
- **Nombre de filières végétales structurées** : Le nombre de filières végétales structurées a très peu changé de 2010 à 2011. En effet, les filières riz, anacarde, ananas et coton sont considérées comme structurées car disposant de filières plus ou moins organisées. Signalons que les dispositions sont en cours pour que les principales spéculations aient leurs tables filières.

Le tableau suivant présente le niveau d'atteinte de ces indicateurs.

Tableau 13 : Evolution de l'accroissement du bilan vivrier et de la couverture des besoins stratégiques nationaux

Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	Cible 2011	Niveau atteint en 2011	Ecart par rapport à la cible 2011	Ecart par rapport à 2010
Taux d'accroissement du bilan vivrier	%	46,38	152,60	-28,25	-180,85	
Taux de couverture des besoins en stock alimentaire stratégique (%)	%	54,00	100,0	58,00	-42,00	8
Nombre de filières végétales structurées	nbre	3,00	4,00	4,00	0,00	1

Source : DPP/ONASA/MAEP, 2012

4.1.5. Mécanisation agricole

Par rapport à la mécanisation agricole, la situation actuelle s'est beaucoup améliorée dans certains départements tels que les départements du Borgou et de l'Alibori où 146 tracteurs munis d'accessoires ont été mis en place par le PPMA. Dans ces mêmes départements, un nombre important de privés sont venus du Nigéria voisin pour assurer les prestations de service pour les labours mécanisés. En conséquence, les superficies labourées au tracteur ont augmenté de 12% par rapport à 2010, mais demeurent faibles car représentant seulement 8,6% des labours de la région pour le compte de 2011.

Tableau 14 : Indicateur sur la mécanisation agricole

Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	Cible 2011	Niveau atteint 2011	Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
Taux de mécanisation des activités de production végétale	%	1,39	20,00	8,60	-11,40	7,21

Source : DPP/MAEP, 2012

4.1.6. Gestion durable des terres

L'analyse de la gestion durable des terres agricoles est faite à travers les indicateurs qui suivent :

- **Gestion du foncier rural.** Au plan foncier, la terre, principal facteur de production en agriculture est encore un domaine d'inégalité criarde en défaveur de la femme. En effet, sur 1 172 252 parcelles dénombrées au Bénin en 2010, seulement 14,2% de ces parcelles appartiennent aux femmes soit 166 970 parcelles que gèrent les femmes.

Tableau 15 : Indicateurs d'accès au foncier

Variables	Sexe	Bénin	Milieu	
FONCIER			Urbain	Rural
Pourcentage de parcelles accessibles selon le milieu de résidence		82,1	88,8	83,4
Pourcentage de parcelles accessibles selon le genre	F	79,2		
	H	82,6		
Nombre total de parcelles selon le milieu de résidence		1 172 252	261 661	799 893
Nombre total de parcelles selon le genre (Le répondant est celui qui prend des décisions sur la parcelle ou qui la gère)	F	166 970		
	H	1 003 580		

Source : EMICoV, 2010

- **Niveau de dégradation des forêts :** En 2010 le couvert forestier est estimé à 4661000 ha. Chaque année on assiste à une régression de 19,1%, de la superficie forestière due à des fins d'exploitations agricole et forestière. A ce rythme le Bénin risque de perdre sa potentialité forestière si des mesures hardies ne sont pas prises pour freiner l'exploitation abusive de nos forêts et intensifier le reboisement.
- **Accroissement des espaces sécurisés et protégés pour la production :** Aucun Plan Foncier Rural (PFR) n'a été réalisé en 2011; mais il faut signaler qu'avec le Millenium Challenge Account (MCA), il a été mis en place 300 sections Villageoises de Gestion foncière (SVGF), de 40 Commissions Communales de Gestion Foncière (CoGEF), de 12 Commissions Départementales d'Immatriculation et du Système d'information foncière (SIF) dans 39 communes PFR ; à fin 2011 on a noté la certification de 209 documents PFR. Le rapport du MCA-Bénin indique que 67,8% des ménages ont investi sur les parcelles dans les zones bénéficiaires du Plan Foncier Rural (MCA-Bénin, FOCUS BILAN, décembre 2011).
- **Taux d'accroissement des superficies aménagées :** Une superficie totale de 5206,5 ha a été aménagée en 2011 contre une moyenne de 5206,6 ha de 2006 à 2010 soit un taux d'accroissement de 0,96%. Les aménagements réalisés sont sommaires et ont une durée de vie limitée ; quant aux grands aménagements à savoir les périmètres hydroagricoles des vallées de la Sota et du Mono, des problèmes de ressources pour l'un et de reprises des études pour l'autre ont quelque peu freiné ces réalisations. Les dispositions sont en cours pour le redémarrage des travaux sur ces sites. C'est dans ce même cadre et pour améliorer ce taux que le Projet de Sécurité Alimentaire par l'Aménagement des Bas-fonds et le Renforcement des Capacités de Stockage au Bénin (PSAAB) a été initié et démarrera les activités en 2012.
- **Pourcentage des superficies aménagées mises en valeur pour la production agricole d'origine végétale :** Toutes les superficies aménagées ont été réalisées sur des sites en exploitation et c'est sur la base des besoins exprimées par les producteurs qu'elles ont été aménagées. Ainsi 100% des superficies aménagées sont mises en valeur en 2011 contre 89 % en 2010 soit une amélioration de 11 points. C'est le PUASA et le Programme d'Appui au Développement Rural (PADER) qui ont réalisé la plupart de ces aménagements répartis sur toute l'étendue du territoire.
- **Proportion de superficies de terre restaurées :** sur la base des engrais chimiques mis en place au cours de l'année 2011 qui est de 80476 tonnes, on estime à 11,94% la proportion de superficie de terre restaurée à la fumure minérale ; soit une hausse de près de 4 points par rapport à l'année 2010. Les autres formes de restauration par la fumure organique se pratiquent et même ont fait objet des thèmes de vulgarisation à travers les champs école par plusieurs projets notamment le Projet d'Appui à la Filière Coton Textile (PAFICOT) et le Projet de Sécurité Alimentaire par l'Intensification Agricole (PSAIA).

Le tableau suivant renseigne sur l'évolution des indicateurs de la gestion durable des terres de production agricole.

Tableau 16 : Niveau d'atteinte des indicateurs de gestion durable des terres

Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	Cible 2011	Niveau atteint 2011	Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
Accroissement des espaces agricoles sécurisés et protégés pour la production agricole végétale	%	8	1,5	0	-1,5	-8
Taux d'accroissement des superficies aménagées	%	3,3	10	0,96	-9,04	-2,34
Pourcentage des superficies aménagées mises en valeur pour la production agricole d'origine végétale	%	89	95	100	5	11
Nombre de PFR réalisés	Nbre	41	0	0	0	-41
Proportion de superficies de terre restaurées	%	8	0,5	11,94	11,44	3,94

Source : DPP/DGR/MAEP, 2012

4.1.7. Mise en marché des produits et denrées agricoles d'origine végétale

- **Taux d'accroissement des produits contrôlés à l'exportation :** la quantité de produits contrôlés à l'exportation est passée de 93839,101 tonnes en 2010 à 96.579,152 tonnes en 2011, soit un accroissement de 2,91 % contre une régression de 22,64% en 2010. Cet accroissement est dû à l'augmentation de la production agricole et à l'amélioration de la qualité des produits.
- **Taux de conformité aux normes des produits végétaux :** La conformité par rapport aux normes microbiologique et mycologique enregistrée en 2011 est de 75,52% contre 78,61% en 2010 ; celle par rapport aux normes physico-chimique est de 98,12 % en 2011 contre 95,39 % en 2010. Enfin la conformité par rapport aux normes des produits contrôlés à l'exportation est de 100 % en 2011 contre 78,50 % en 2010. On peut alors conclure que globalement le taux de conformité aux normes des produits végétaux est de 91,21% en 2011 contre 84,17 % en 2010, soit une amélioration de 7,04 points.

Tableau 17 : Niveau d'atteinte des indicateurs de mise en marché des produits agricoles

Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	Cible 2011	Niveau atteint 2011	Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
Taux d'accroissement du volume des exportations des principales filières végétales (ananas, anacarde, riz, palmier à huile et coton)	%	ND	10,00	ND	ND	ND
Taux d'accroissement des produits contrôlés à l'exportation	%	-22,64	-	2,91		25,55
Taux de conformité aux normes des produits végétaux	%	84,17	68,00	91,21	23,21	7,04

Source : DPP/MAEP, 2012

4.2. Performance du sous secteur élevage

4.2.1. Contribution du sous secteur élevage à l'économie nationale

Le sous secteur de la production animale est le deuxième qui contribue le plus à la formation du PIB agricole après celui de la production végétale. L'analyse des indicateurs révèle que globalement, les résultats obtenus en 2011 sont satisfaisants comme l'indique le niveau de réalisation de ces indicateurs (voir tableau ci-dessous). En effet, la croissance du sous-secteur élevage estimée à 3,5% en 2011 contre 3,0% en 2010, indique une amélioration des performances de ce sous secteur de 0,5 point par rapport à l'année 2010 et de 0,3 point par rapport à la cible fixée pour 2011. Cette amélioration des performances est due aux différentes actions entreprises au cours de la campagne 2011-2012 par les différents projets de ce programme. Cependant, le taux d'accroissement de la contribution des filières animales au PIB agricole évalué à 1,13% en 2011 contre 1,18% en 2010, a chuté de 0,06 point par rapport à 2010.

Quand à la contribution du sous secteur au PIB, elle est estimée à 5,8% en 2011, soit un taux de réalisation de 63,0% par rapport à l'objectif de 2015 qui est de 9,2%. Il s'avère donc indispensable de prendre de nouvelles mesures appropriées afin d'assurer l'atteinte de cet objectif car en moyenne depuis 2007 cette contribution est de 5,7%.

Tableau 18 : Indicateurs de contribution du sous-secteur élevage à l'économie nationale

Indicateurs	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
			Cible	Réalisation		
Croissance du sous-secteur élevage	%	3,00	3,20	3,50	0,30	0,50
Contribution du sous secteur élevage au PIBA	%	15,38	15,50	15,55	0,05	0,17
Taux de réduction des importations de produits animaux en valeur	%	-1,17	3,00	ND	ND	ND
Taux d'accroissement de la contribution des filières animales au PIB agricole	%	1,18	1,20	1,13	-0,07	-0,06
Poids de la production intérieure de viande par rapport aux importations de produits animaux	%	0,50	0,50	ND	ND	ND

Sources : DE, DPP/MAEP, INSAE, 2012

4.2.2. Contribution du sous-secteur élevage à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

De l'analyse des indicateurs, on note une légère baisse des taux de couverture des besoins de la population en viande toutes espèces confondues (0,03 point) et en produits laitiers (0,17 point) passant de 52,37% en 2010 à 52,34% en 2011 pour la viande et de 34,27% en 2010 à 34,10% en 2011 pour le lait. Par contre, au niveau des œufs, le taux de couverture des besoins de la population est en nette progression de 2,85 points par rapport à l'année 2010 et ce taux est le plus élevé au cours des cinq dernières années.

Dans l'ensemble, les conditions climatiques ont été satisfaisantes et le pâturage a été disponible toute l'année dans la région méridionale et autour des points d'eau dans la partie septentrionale. Aussi, la disponibilité en eau dans les bas-fonds, de même que dans les multiples points d'eau à but agro-pastoral ont rendu favorable l'abreuvement du cheptel et ont permis de réaliser ces performances.

Tableau 19 : Couverture des besoins des populations en produits animaux

Indicateurs	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
			Cible	Réalisation		
Taux de couverture des besoins de la population en viande toutes espèces confondues	%	52,37	62,00	52,34	-9,66	-0,03
Taux de couverture des besoins de la population en produits laitiers	%	34,27	35,00	34,10	-0,90	-0,17
Taux de couverture des besoins de la population en œufs de table	%	56,01	58,00	58,86	0,86	2,85

Sources : DE, DPP/MAEP, 2012

4.2.3. Niveau de production des espèces animales

Comme indiqué dans le tableau ci-dessous, le niveau de production de viande, du lait et des œufs s'est amélioré en 2011. La production totale animale est estimée à 174 269 tonnes en 2011 contre 169 216 tonnes en 2010, soit un taux d'accroissement de 2,99% en progression de 0,97 point par rapport à 2010, avec une croissance moyenne de 2,75% depuis 2007.

Le niveau de production de la viande (toutes espèces confondues) estimé à 61 646 tonnes en 2011 a connu une croissance de 2,7% par rapport à 2010. Elle a contribué à hauteur de 35,4% à la production animale. Ces performances ont été réalisées avec la poursuite des efforts soutenus en matière de maîtrise des épizooties et d'amélioration des itinéraires techniques dans les différentes filières animales.

La production du lait représente 58,51% de la production animale, avec une production estimée à 101 960 tonnes en 2011 contre 99 334 tonnes en 2010, il se dégage un accroissement de 2,64%. Cette filière connaîtra davantage un essor remarquable avec les actions concrètes du Projet d'Appui aux Filières Lait et Viande (PAFILAV) sur le terrain pour les années à venir.

Au niveau de la production des œufs qui représente 6,12% des productions animales, il se dégage un taux de croissance de 8,26% avec un niveau de production estimé à 10 664 tonnes en 2011 contre 9 851 tonnes en 2010. Cette production concerne la sous-filière aviculture moderne.

Tableau 20 : Niveaux de production de viande, de lait et d'œufs

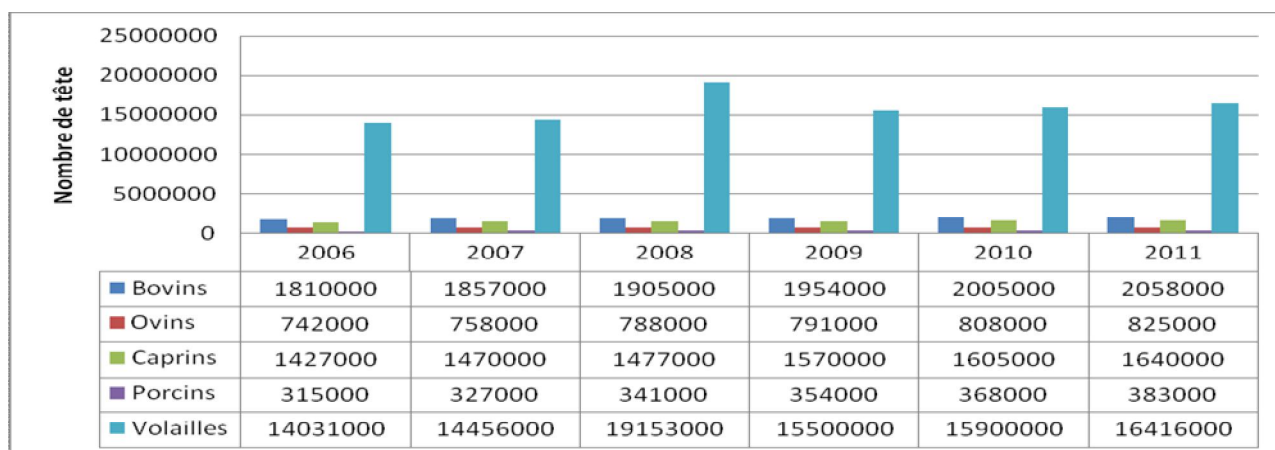
Indicateurs	2010	2011	Taux de croissance (%)
Production de viande (en milliers de tonnes)	60,03	61,65	2,69
Production du lait (en milliers de tonnes)	99,33	101,96	2,64
Production des œufs (en milliers de tonnes)	9,85	10,66	8,26
Productions animales (en milliers de tonnes)	169,22	174,27	2,99

Sources : DE, DPP/MAEP, 2012

4.2.4. Evolution de l'effectif du cheptel national

En absence d'un recensement du cheptel national, une estimation des effectifs est faite sur la base des taux de croît calculés par la Direction de l'Elevage. Ainsi on note un accroissement régulier des différents cheptels comme indiqué dans le graphique ci-après.

Figure 7 : Evolution de l'effectif du cheptel national



Sources : DE, DPP/MAEP, 2012

4.2.5. Gestion durable des zones d'élevage

L'analyse des données du tableau qui suit révèle que les indicateurs relatifs à la gestion durable des zones d'élevage ont enregistré des améliorations par rapport à 2010.

En effet, 69 ha de parcelles et superficies de pâturages ont été aménagés et mis en valeur sur 300 ha prévus en 2011, soit un taux de réalisation de 23% nettement en progression de 6,63 points par rapport à 2010. Par rapport aux superficies de pâturage aménagées on note un accroissement de 40,5% par rapport à 2010.

Le pourcentage de zone d'élevage et de pâturage couverte par les Plans Fonciers Ruraux (PFR) n'a pas pu être évalué en 2011. Cependant il faut préciser que dans le cadre de la gestion durable des zones d'élevage, un système informatisé de gestion des ressources est en cours d'installation pour servir d'outil de prévention des conflits liés à la transhumance. Deux concertations sont organisées dans le cadre de l'élaboration des cartes départementales et nationales de transhumance. Les actions conjuguées telles que la vulgarisation des textes existants, la mise en place des infrastructures nécessaires au bon déroulement de la transhumance pourraient contribuer à réduire ce phénomène. Par ailleurs, le projet "Elevage comme moyen de subsistance" (L4LP) qui couvre 7 communes des départements de l'Alibori et de l'Atacora (Banikoara, Kandi, Karimama, Malanville, Kérou, Matéri et Tanguéta) participe aux actions de renforcement des stratégies d'adaptation aux changements climatiques à l'interface élevage-faune sauvage-environnement. Le tableau suivant renseigne sur les niveaux de réalisation des indicateurs.

Tableau 21 : Indicateurs de gestion durable des zones d'élevage

Indicateurs	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
			Cible	Réalisation		
Pourcentage des espaces d'élevage aménagés mise en valeur	%	16,37	20,00	23,00	3,00	6,63
Taux d'accroissement des superficies de pâturage aménagées	%	-50,89	10,00	40,50	30,50	91,39
Pourcentage de zone d'élevage et de pâturage couverte par les Plans Fonciers Ruraux (PFR)	%	ND	ND	ND	ND	ND

Sources : DE, DPP/MAEP, 2012

4.2.6. Mise en marché des produits et denrées animales

En 2011 le taux de conformité aux normes sanitaires des produits animaux et dérivés locaux est évalué à 99,99% contre 99,87% en 2010 sur une prévision de 100%. Ces performances sont surtout imputables aux actions du PAFILAV sur le terrain. Ainsi, le taux de couverture de la demande intérieure par la production interne est estimé à 48,43% sur une prévision de 51,67% contre 47,55% de réalisation en 2010, soit un écart positif de 0,88 point par rapport à 2010 et un écart négatif de 3,23 points par rapport à la cible.

Le tableau ci-dessous fait ressortir les niveaux de réalisation des indicateurs relatifs à la mise en marché des produits et denrées animales.

Tableau 22 : Indicateurs de mise en marché de produits et denrées d'origine animale

Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
			Cible	Réalisation		
Taux de conformité aux normes sanitaires des produits animaux et dérivés locaux	%	99,8695	100	99,99	-0,01	0,1205
Taux d'accroissement du volume des exportations de produits animaux	%	45,53	10	ND	ND	ND
Taux de couverture de la demande intérieure par la production interne	%	47,55	51,67	48,43	-3,23	0,88

Sources : DE, DPP/MAEP, 2012

4.3. Performance du sous secteur pêche

4.3.1. Contribution du sous secteur pêche à l'économie nationale

En 2011, le PIB du sous secteur pêche s'est établi à 138,1 milliards contre 130,9 milliards en 2010. A prix constant, l'estimation de ce PIB donne 55,3 milliards contre 53,6 milliards en 2010. Il se dégage alors une croissance de 3,3% pour ce sous secteur en 2011. Ce taux a connu un dépassement de 0,3 point par rapport aux prévisions et un accroissement de 0,4 point par rapport à 2010.

La contribution du sous-secteur pêche au PIBA est de 12,15% contre 12,24% en 2010, soit une légère baisse de 0,09 point par rapport à 2010 et une diminution substantielle de 4,85 points par rapport à la prévision de l'année. Ainsi comparativement aux autres sous secteurs, sa contribution est la plus faible.

Les données relatives aux recettes d'exportation de l'INSAE ne sont pas encore disponibles pour permettre d'apprécier l'accroissement de l'accès du pays aux devises. Toutefois le Bénin a exporté 34613,5 tonnes de poissons et crevette en 2011 contre 1764 tonne en 2010. L'effort à l'exportation du sous secteur pêche a repris et sera amélioré grâce au fonctionnement du Laboratoire de contrôle de la sécurité sanitaire des produits agricoles et agroalimentaires, des Bases Obligatoires de Contrôle (BOC) et des Plateformes de Transfert (PFT).

Tableau 23 : Contribution du sous secteur pêche à l'économie nationale

INDICATEURS	Niveaux de performance					
	Unités	Niveau atteint 2010	Cible 2011	Niveau atteint 2011	Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
Croissance du sous secteur Pêche	%	2,90	3,00	3,30	0,30	0,4
Contribution du sous secteur Pêche au PIBA	%	12,24	17,00	12,15	-4,85	-0,09
Niveau d'accroissement des recettes d'exportation des produits halieutiques	%	824,03	10	ND	ND	ND
Taux d'accroissement la contribution des filières halieutiques (poissons et crevettes) au PIB agricole	%	-0,50	0,63	-1,88	-2,51	-1,39
Poids de la production intérieure par rapport aux importations de produits halieutiques	%	54,20	44,00	48,39	4,39	-5,81
Nombre de filières halieutiques structurées	Nbre	0	0	0	0	0

Sources : DP, DPP/MAEP, INSAE, 2012

4.3.2. Contribution du sous-secteur Pêche à la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Le taux de couverture de la population par la production nationale est de 35,68% contre 34,55% en 2010 soit une augmentation de 1,13 point par rapport à 2010 et de 4 points par rapport à la prévision de l'année. Il est à souligner que grâce aux importations importantes enregistrées en 2011 la consommation journalière en poisson par habitant a augmenté significativement de 45% ces 5 dernières années par rapport à la période de 2002-2006 et est en moyenne de 36,38 g/jour/habitant. Cet apport est au delà des normes requises d'environ 10%. Il existe certes de grandes disparités entre les départements et entre les communes. Cette consommation de protéines dépasse le seuil recommandé de 9,38% d'apport en protéines.

Le poids de la production intérieure par rapport aux importations de produits halieutiques est de 48,39% en 2011 sur une prévision de 44%, soit un écart de plus de 4 point par rapport à la prévision de l'année. Mais il faut signaler que ce poids a baissé de 6 point par rapport à 2010 dû à l'augmentation des importations alors qu'il était attendu une baisse significative de ce indicateur de 10 points. Cette situation révèle l'accroissement des sorties de devises pour combler le gap de produit de pêche pour assurer la sécurité alimentaire.

De 2006 à 2011, les importations de poissons congelés sont continuellement en hausse passant de 46.466 tonnes en 2006 à 80.040,102 tonnes en 2011 où elle a atteint un niveau sans précédent, soit une augmentation de 72,26% entre 2006 et 2011. En 2009, cette importation a baissé de 5,63% en passant de 77.853,562 tonnes en 2008 à 73.471,196 tonnes en 2009. Par contre, les importations de poissons congelés en 2011 ont connues une augmentation de 5,5% par rapport à 2010. Cette situation a permis de couvrir la demande intérieure en produit de pêche de l'ordre 109,40%. On note ainsi un dépassement des prévisions de 57,40% mais une baisse de 2 points par rapport à 2010.

Tableau 24 : Couverture des besoins des populations en produits halieutiques

INDICATEURS	Niveaux de performance					
	Unités	Niveau atteint 2010	Cible 2011	Niveau atteint 2011	Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
Taux de couverture des besoins de la population en produits halieutiques par la production nationale	%	34,55	32,00	35,68	3,68	1,13
Poids de la production intérieure par rapport aux importations de produits halieutiques	%	54,20	44,00	48,39	4,39	-5,81
Nombre de filières halieutiques structurées	Nbre	0	0	0	0	0

Sources : DP, DPP/MAEP, INSAE, 2012

4.3.3. Niveaux de production et productivité des espèces halieutiques

La production halieutique est de 38727,44 tonnes en 2011 contre 41120 tonnes en 2010 soit une baisse de 2,4 points par rapport à 2010 et une baisse de 6 points par rapport aux prévisions. Cette production est essentiellement basée sur la pêche continentale. En effet le système de production halieutique national est caractérisé par trois types d'exploitations que sont : la pêche maritime (artisanale et industrielle), la pêche continentale et l'aquaculture.

- **La pêche continentale** la production au niveau de la pêche continentale est de 31022 tonnes en 2011 contre 30650 en 2010 soit une hausse de 1,2%. Elle a couvert en moyenne 76% de la production totale sur la période de 2005 à 2011 et représente de ce fait, la branche qui contribue le plus à ce sous secteur.
- **La pêche maritime industrielle** est de 174 tonnes en 2011 contre 330 tonnes en 2010 soit une baisse de 47,27%. Elle représente en moyenne 1,51% de la production totale de 2005 à 2011. Après avoir connu une hausse de 74,8% entre 2003 et 2006, passant de 608,612 tonnes en 2003 à 1064 tonnes en 2006, elle a connu une diminution de 83,58% entre 2006 et 2011. Cette diminution s'explique par le fait que le nombre de débarquements et de navires a diminué car le marché béninois n'est plus rentable pour les armateurs.
- **La production maritime artisanale** est de 7531,6 tonnes en 2011 contre 9800 en 2010 soit une baisse de 23,15%. Sur la période de 2005 à 2011 elle représente en moyenne 21,87% de la production totale. L'augmentation de la production observée entre 2008 et 2010 s'explique par l'amélioration des

conditions de collecte de données statistiques aussi bien au port de pêche artisanale de Cotonou que dans les campements et ceci grâce à l'appui financier du projet Fish code2 durant cette période.

Tableau 25 : Niveau de production des pêcheries

INDICATEURS	Niveaux de performance					
	Unités	Niveau atteint 2010	Cible 2011	Niveau atteint 2011	Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
Niveau de production de poissons et de crevettes en milliers de tonnes	T	41,12	45,00	38,73	-6,27	-2,39
Taux d'accroissement de la taille moyenne des captures	%	-22	3,00	ND	ND	ND
Taux de mécanisation des activités de production, de pêche et de transformation des produits halieutiques et dérivés	%	ND	50,00	ND	ND	ND

Sources : DP, DPP/MAEP, 2012

V. CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2011-2012

5.1. Situation pluviométrique

La période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 a été marquée au plan national par une pluviosité relativement faible, mal répartie dans le temps et dans l'espace. La hauteur d'eau enregistrée au cours de cette campagne est inférieure à celle de la campagne écoulée. Le cumul au 31 décembre 2011 est de 1.104,3 mm d'eau de pluie en 59 jours contre 1.252,48 mm en 68 jours en 2010, soit une baisse de 148,1 mm d'eau et de 9 jours de pluies par rapport à 2010.

De façon spécifique, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 les hauteurs de pluies par région se présentent comme suit :

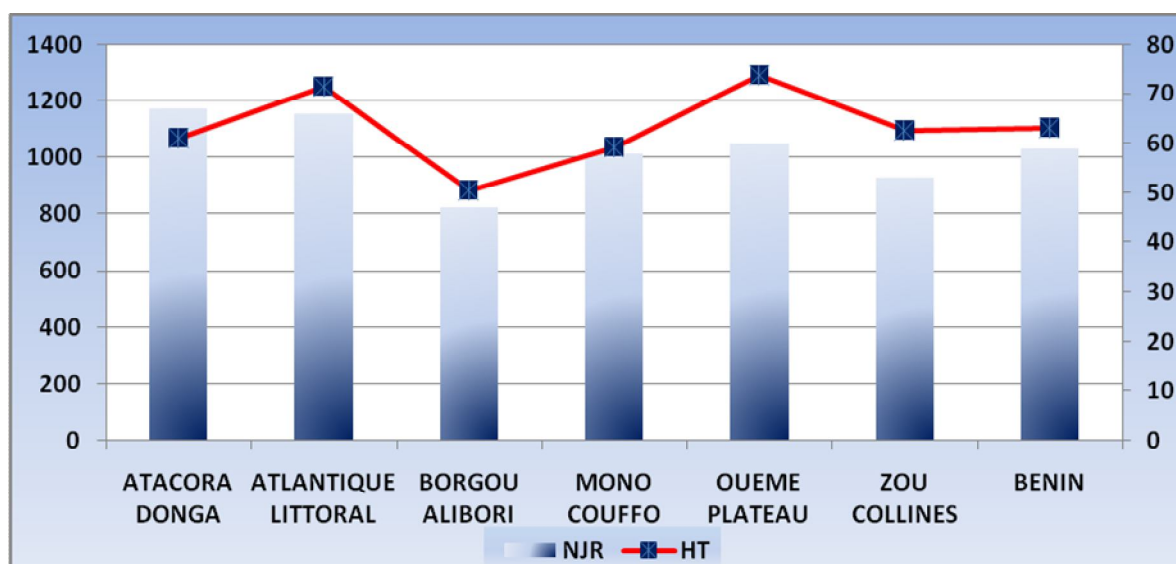
Tableau 26 : Hauteur d'eau et nombre de jours de pluie en 2010 et en 2011

DEPARTEMENTS		ATACORA DONGA	ATLANTIQUE LITTORAL	BORGOU ALIBORI	MONO COUFFO	OUEME PLATEAU	ZOU COLLINES	BENIN
2011	Hauteur en mm	1.070	1.250	883	1.037	1.291	1.095	1.104,33
	Nombre de jours	67	66	47	58	60	53	59
2010	Hauteur en mm	1.294,1	1.369,2	1.130,9	1.308,4	1.570,0	1.255,7	1.252,5
	Nombre de jours	85	63	70	73	67	62	68
ECARTS	Hauteur en mm	-224,1	-119,2	-247,9	-271,4	-279	-160,7	-148,1
	Nombre de jours	-18	3	-23	-15	-7	-9	-9

Source : SS/DPP, 2012

Globalement, la situation pluviométrique de l'année 2011 se présente comme suit.

Figure 8 : Situation pluviométrique du Bénin en 2011



Source : DPP/MAEP, 2012

5.2. Situation phytosanitaire

La pression parasitaire est restée sous contrôle et a été caractérisée par :

- ❖ les dégâts de la cochenille farineuse dans le Sud Bénin ;
- ❖ les végétaux aquatiques proliférant notamment la jacinthe d'eau ;
- ❖ les attaques des criquets puants dans le sud-Bénin ;
- ❖ quelques attaques de mouches sur les produits fruitiers dans la région Atacora/Donga ;
- ❖ les dégâts des chenilles, des criquets, des acariens, des courtilières, de nématodes et de quelques maladies fongiques sur les cultures maraîchères enregistrés dans presque toutes les régions.

Face à cette pression parasitaire des mesures idoines ci-après ont été prises :

- ✓ **Les dégâts de la cochenille farineuse dans le Sud Bénin** : une nouvelle cochenille du papayer « *Paracoccus marginatus* » a été identifiée en 2011 avec l'aide de l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA). Pour juguler les dégâts de ces parasites les dispositions suivantes ont été mises en œuvre :
 - Renforcer les contrôles et inspections aux différents postes d'entrée et sur l'ensemble du territoire national;
 - Eviter le transport des jeunes plants de papayers d'une zone à risque vers une zone supposée indemne ;
 - Limiter pour le moment, le commerce de la papaye entre les différents centres commerciaux.
- ✓ **Les végétaux aquatiques proliférants notamment la jacinthe d'eau**
A ce niveau, les actions ci-après ont été réalisées. Il s'agit de :

- élevage et production d'agents biologiques et lâchers d'ennemis naturels
- recherche des plantes hôtes saines, le renouvellement des plantes, alimentation en eau des bassins et cages grillagées, le renforcement des capacités de production d'agents biologiques ;
- collecte des ennemis naturels

✓ **les attaques des criquets puants dans le sud-Bénin** : Deux activités majeures ont marqué l'exécution de cette campagne. Il s'agit de :

- la prospection des zones infestées : observé en prépondérance des larves du stade 3 à 6 (L3 et L6) dont la densité varie entre 6 et 9 individus par m² et des ailés de densité (60 000 à 110 000 individus par hectare) dans la plupart des localités. Les sites de prédilection étant le voisinage des grands arbres, des touffes de végétation de *Chromolaena odorata*.
- 533 hectares de cultures (manioc, palmier à huile, orangers, cultures maraichères), de jachères spontanées et d'adventices ceinturant les zones de cultures ont été traités. Ce qui représente 66% des prévisions.

5.3. Situation zoo sanitaire

La situation sanitaire du cheptel national a été dans l'ensemble sous contrôle en 2011 et une accalmie a été observée dans la sous région pour l'influenza aviaire hautement pathogène. Aucun cas de la grippe à virus pandémique H1N1 n'a été signalé en 2011 tant chez les humains que chez les animaux. Le pays a été reconnu indemne d'infection de peste bovine depuis mai 2005 par l'OIE.

La mise en place des intrants vétérinaires et l'appui à l'organisation des campagnes de vaccination dans les départements ont permis de prévenir le cheptel contre la pasteurellose, la Péripleumonie Contagieuse Bovine (PPCB), le charbon bactérien, la Peste des Petits Ruminants (PPR), la maladie de Newcastle, etc. Les statistiques à ce jour donnent les effectifs suivants d'animaux vaccinés contre :

- La Pasteurellose	815 928
- La PPCB	652 648
- La PPR	153 589
- La maladie de Newcastle	1 065 806.

La particularité de l'année est la mise en œuvre du programme de contrôle de la maladie de Newcastle dans 13 communes des départements de l'Atacora et de la Donga et 12 communes des départements du Mono et du Couffo. Ce qui a permis de vacciner plus de 500 000 volailles. Il est à noter que la campagne de vaccination se poursuit dans certains départements.

5.4. Mise en place des intrants

La mise en place des intrants s'est effectuée avec un retard dans certaines régions. La vente au comptant (cash) a été le mode principal de cession des intrants vivriers. De ce point de vue, seuls les producteurs avertis et disposant de moyens financiers sur place, ont pu s'approvisionner.

5.4.1. Intrants sur cultures vivrières

► Semences

Au 31 décembre 2011, il a été mis en place 5 779,638 tonnes de semences certifiées de maïs, 1.317,759 tonnes de semences certifiées de riz et 38,930 tonnes de semences de base de maïs de diverses variétés.

Ces différentes semences ont été distribuées par les Centres Communaux pour la Production Agricole (CeCPA) aux producteurs sur toute l'étendue du territoire.

En outre, dans le cadre de l'amélioration de la sécurité alimentaire, 705 tonnes de semences certifiées de maïs et 490,63 tonnes de semences certifiées de riz ont été livrées au PUASA et aux ONG Plan Bénin et CARITAS.

► Engrais

Au titre de l'année 2011, il a été mis en place 12.352 tonnes d'engrais pour les cultures vivrières.

5.4.2. Intrants coton

Les quantités d'intrants coton mis en place sont les suivantes :

- Semences : 7.067 tonnes ont été distribuées aux cotonculteurs sur toute l'étendue du territoire ;
- Engrais : 63.476 tonnes.

5.4.3. Intrants production halieutique

Au cours de l'année 2011, le nombre d'alevins mis en place est de 166 600 unités contre 135.945 alevins en 2010, soit un accroissement de 22,54% grâce à l'appui du Projet de Vulgarisation de l'Aquaculture Continentale (ProVAC), du Programme d'Appui au Développement Participatif de la Pêche Artisanale (PADPPA), Royal Fish, de la JICA, etc.

VI. DIFFICULTES

La récession économique qu'a connue le Bénin en 2010 s'est poursuivie au cours de l'année 2011. En effet, la grande partie des crédits alloués pour l'exécution des projets a servi à payer certains décomptes dus au 31/12/10 au point d'hypothéquer les nouveaux engagements émis sur budget national par les projets. A cela, il faut ajouter les difficultés de décaissement des crédits sur ressources extérieures, dues essentiellement aux délais relativement longs que certains Partenaires Techniques et Financiers observent dans la délivrance des avis de non objection et les demandes de remboursement/renouvellement de fonds. Quant au déroulement de la campagne agricole 2011-2012, on a observé :

- un retard, une irrégularité et une mauvaise répartition des pluies au début de la campagne ;
- un faible niveau de satisfaction des besoins en intrants ;
- un grand retard dans la mise en place des intrants ;
- la non fonctionnalité des tracteurs mis à disposition dans certaines localités en raison du fait qu'ils ne sont pas encore dotés d'une gamme complète d'équipements.

VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

De façon générale, les performances du secteur agricole se sont améliorées au terme de l'année 2011 par rapport à 2010. En effet, les principaux indicateurs globaux du secteur ont atteint des niveaux meilleurs :

- La croissance du PIB agricole s'est améliorée de 1,9 points ;
- La contribution du secteur agricole au PIB s'est améliorée de 0,4 point ;
- La contribution du secteur agricole à la croissance économique s'est améliorée de 0,7 point ;
- Les niveaux des productions végétale et animale se sont améliorés respectivement de 7,98% et 2,99% ;
- La couverture des besoins alimentaires d'origine végétale est assurée avec un excédent de produits vivriers suffisant pour traverser la période de soudure 2012 et même pour exporter vers les pays limitrophes ;
- Les couvertures des besoins alimentaires d'origine animale et halieutique, bien qu'inférieurs à 50% se sont améliorées respectivement de 0,88 point et 1,13 point.

Toutefois, selon le rapport de suivi EMICoV 2010, la pauvreté et l'insécurité alimentaire se sont aggravées notamment en milieu rural. Les productions animale et halieutique demeurent déficitaires en termes de couverture des besoins des populations en protéine animale. Ces déficits sont comblés par des importations massives qui ont occasionné des sorties importantes de devises non compensées par les exportations de produits agricoles et agroalimentaires. Les exportations devraient donc être diversifiées pour ne plus être concentrées seulement sur le coton, mais beaucoup plus portées vers les filières émergentes telles que l'ananas, l'anacarde, les crevettes.

Pour améliorer les performances du secteur les recommandations suivantes sont formulées :

- Assurer la commercialisation à bonne date des céréales en promotion (maïs et riz) ; ce qui permettrait aux producteurs de disposer de ressources suffisantes pour faire face à leurs besoins ;
- Constituer des stocks régulateurs de céréales pour intervenir sur le marché en cas de cherté des prix de ces produits ;
- Mettre en place à bonne date les semences améliorées et engrais spécifiques pour les cultures vivrières ;
- Organiser les acteurs des filières céréalières émergentes pour garantir leur durabilité.
- Poursuivre la mise en œuvre des réformes engagées dans le secteur.

ANNEXES

ANNEXE 1 : NIVEAU D'ATTEINTE DES INDICATEURS DU PDA

Libellé	Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
				Cible	Réalisation		
OG: Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population et augmenter le volume et les recettes d'exportation	Croissance du sous-secteur agriculture	%	0,80	5,20	4,1	-1,10	3,30
	Contribution du sous-secteur agriculture au PIBA*	%	72,15	70	72,28	2,28	0,13
	Niveau d'accroissement des recettes d'exportation des produits végétaux	%	-18,63	5,00	ND		
OS1:Accroître les niveaux de production et de compétitivité des filières végétales tout en adaptant les systèmes de production au contexte socio-économique	Taux de couverture des besoins de la population en produits végétaux par la production nationale	%	145,00	153,00	143,39	-9,61	-1,61
	Taux de couverture des besoins en stock alimentaire stratégique (%)	%	54,00	100,0	58,00	-42,00	4,00
	Accroissement de la contribution à prix constant de toutes les filières au PIB a augmenté de 10% en 2015	%	-0,61	2,00	0,18	-1,82	0,79
OS2:Assurer l'émergence des filières végétales porteuses en vue d'accroître l'accès du pays aux devises	Nombre de filières végétales structurées	Nbre	3,00	4,00	4,00	0,00	1,00
R1 : Les niveaux de production des cultures se sont accrus et les productivités améliorées de façon durable	Taux d'accroissement du bilan vivrier	%	46,38	152,60	-28,25	-180,85	-74,63
	Taux d'accroissement des différentes productions	%	0,60	2,50	7,91	5,41	7,31
	* productions vivrières:	%	-4,93	-	7,96	7,96	12,89
	- Céréales	%	-12,30	2,50	16,75	14,25	29,05
	- Racines et tubercules	%	-4,50	2,50	5,34	2,84	9,84
	- Légumineuses	%	-26,94	2,50	53,60	51,10	80,54
	-cultures maraîchères	%	8,07	46,90	-7,95	-54,85	-16,02
	* productions industrielles:	%	94,37	5,00	7,54	2,54	-86,83
	- Ananas	%	-38,06	5,00	-7,27	-12,27	30,80
	- Anacarde	%	82,37	5,00	59,58	54,58	-22,79
	- Palmier à huile	%	248,19	5,00	21,51	16,51	-226,68
	- Coton	%	84,99	5,00	93,62	88,62	8,63
	Niveau d'amélioration des rendements	%	-	1,52	15,01	13,49	15,01
	* productions vivrières:	%	-20,50		25,10	25,10	45,60
	- Céréales	%	-16,34	2,50	27,46	24,96	43,80
	- Racines et tubercules	%	-17,34	2,50	33,09	30,59	50,43
	- Légumineuses	%	3,87	2,50	10,11	7,61	6,24
	-cultures maraîchères	%	-11,82		9,52	9,52	21,34
	* productions industrielles:	%	-33,28	5,00	4,92	-0,08	38,20
	- Ananas	%		5,00	-0,20	-5,20	-0,20
	- Anacarde	%		5,00	33,33	28,33	33,33
	- Palmier à huile	%		5,00	235,15	230,15	235,15
	- Coton	%	-9,51	5,00	27,63	22,63	37,14

Libellé	Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
				Cible	Réalisation		
R2 : Les Infrastructures et équipements de stockage de production végétale sont renforcés	Taux de mécanisation des activités de production végétale	%	1,39	20,00	8,60	-11,40	7,21
	Taux de couverture des besoins en équipements et infrastructures de stockage, de séchage et de battage	%		100,00	81,09	-18,91	81,09
	Taux d'accroissement des infrastructures valorisées pour le stockage, le séchage et le battage	%	32,00	32,00	60,56	28,56	28,56
R3 : Une gestion durable des terres est assurée	Accroissement des espaces agricoles sécurisés et protégés pour la production agricole végétale	%	8,00	1,50	0,00	-1,50	-8,00
	Taux d'accroissement des superficies aménagées	%	3,30	10,00	0,96	-9,04	-2,34
	Pourcentage des superficies aménagées mises en valeur pour la production agricole d'origine végétale	%	89,00	95,00	100,00	5,00	11,00
	Nombre de PFR réalisés	Nbre	41,00	0,00	0,00	0,00	-41,00
	Proportion de superficies de terre restaurées	%	8,00	0,50	11,94	11,44	3,94
R4 : L'accès au marché des produits et denrées agricoles d'origine végétale est amélioré	Taux d'accroissement du volume des exportations des principales filières végétales (ananas, anacarde, riz, palmier à huile et coton)	%	ND	10,00	ND		
	Taux d'accroissement des produits contrôlés à l'exportation	%	-22,64		2,91		25,55
	Taux de conformité aux normes des produits végétaux	%	84,17	68,00	91,21	23,21	7,04

Sources : DPP/MAEP, INSAE, 2012

ANNEXE 2 : POINT DE REALISATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE

Libellé	Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
				Cible	Réalisation		
OG: Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population et augmenter le volume et les recettes d'exportation	Croissance du sous-secteur élevage	%	3,00	3,20	3,50	0,30	0,50
	Contribution du sous secteur élevage au PIBA	%	15,38	15,50	15,55	0,05	0,17
	Taux de réduction des importations de produits animaux en valeur	%	-1,17	3,00	ND	ND	ND
OS1: Accroître les niveaux de production et de compétitivité des filières animales tout en adaptant les systèmes de production au contexte socio-économique.	Taux de couverture des besoins de la population en viande toutes espèces confondues	%	52,37	62,00	52,34	-9,66	-0,03
	Taux de couverture des besoins de la population en produits laitiers	%	34,27	35,00	34,10	-0,90	-0,17
	Taux de couverture des besoins de la population en œufs de table	%	56,01	58,00	58,86	0,86	2,85
	Taux d'accroissement de la contribution des filières animales au PIB agricole	%	1,18	1,20	1,13	-0,07	-0,06
OS2: Assurer l'émergence des filières animales porteuses en vue d'accroître l'accès du pays aux devises	Nombre de filières animales structurées	Nbr	1	1	1	0,00	0,00
	Poids de la production intérieure de viande par rapport aux importations de produits animaux		0,50	0,50	ND	ND	ND

Sources : DE, INSAE, DPP/MAEP, 2012

Au total, neuf (09) indicateurs permettent de mesurer l'efficacité du programme développement de l'élevage.

Niveau de réalisation des indicateurs du résultat 1

Libellé	Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
				Cible	Réalisation		
R ₁ : Les niveaux de production des espèces animales se sont accrus et les productivités améliorées de manière durable	Niveau de production de la viande, du lait, et des œufs de table	T	169 216	172 500	174 269	1 769	5 053
	Niveau de production de la viande	T	60 032	61 000	61 646	646	1 614
	Niveau de production du Lait	T	99 334	101 000	101 959	959	2 626
	Niveau de production des œufs de table	T	9 851	10 500	10 664	164	813
	Taux d'accroissement des productions animales	%	2,01	2,70	2,99	0,29	0,97
	Taux d'accroissement de la production de viande	%	3,56	3,50	2,69	-0,81	-0,87
	Taux d'accroissement de la production du Lait	%	2,61	2,60	2,64	0,04	0,03
	Taux d'accroissement de la production des œufs	%	-11,29	10,00	8,26	-1,74	19,54
	Taux de croît de l'effectif des cheptels						
	- Bovins	%	2,61	2,40	2,60	0,20	-0,01
	- Ovins	%	2,15	1,25	2,10	0,85	-0,05
	- Caprins	%	2,23	1,30	2,30	1,00	0,07
	- Porcins	%	3,95	4,00	4,00	0,00	0,05
	- Volailles traditionnelles	%	2,58	3,00	3,00	0,00	0,42
	Taux de couverture des besoins en santé animale	%	50,00	60,00	50,00	-10,00	0,00

Sources : DE, DPP/MAEP, 2012

Niveau de réalisation des indicateurs du résultat 2

Libellé	Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
				Cible	Réalisation		
R ₂ : Les Infrastructures et équipements de production animale sont renforcés	Proportion des infrastructures et équipements fonctionnels d'élevage et des industries animales	%	51,2	55,00	97,47	42,47	46,27
	Taux de satisfaction des besoins des acteurs des filières animales	%	13,93	50	86,92	36,92	72,99
	Taux d'accroissement des infrastructures et équipements d'élevages réalisés	%	-6,89	2,6	-100	-102,6	-93,11
	Taux de mécanisation des activités de production et de transformation des produits animaux et dérivés	%	ND	ND	ND	ND	ND

Sources : DE, DPP/MAEP, 2012

Niveau de réalisation des indicateurs du résultat 3

Libellé	Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
				Cible	Réalisation		
R ₃ : Une gestion durable des zones d'élevage est assurée	Pourcentage des espaces d'élevage aménagés mise en valeur	%	16,37	20,00	23,00	3,00	6,63
	Taux d'accroissement des superficies de pâturage aménagées	%	-50,89	10,00	40,50	30,50	91,39
	Pourcentage de zone d'élevage et de pâturage couverte par les Plans Fonciers Ruraux (PFR)	%	ND	ND	ND	ND	ND

Sources : DE, DPP/MAEP, 2012

Niveau de réalisation des indicateurs du résultat 4

Libellé	Indicateur	Unité	Niveau atteint 2010	2011		Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
				Cible	Réalisation		
R ₄ : l'accès au marché des produits et denrées animales est amélioré	Taux de conformité aux normes sanitaires des produits animaux et dérivés locaux	%	99,8695	100	99,99	-0,01	0,1205
	Taux d'accroissement du volume des exportations de produits animaux	%	45,53	10	ND	ND	ND
	Taux de couverture de la demande intérieur par la production interne	%	47,55	51,67	48,43	-3,23	0,88

Sources : DE, INSAE, DPP/MAEP, 2012

ANNEXE 3 : POINT DE REALISATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'AQUACULTURE

OBJECTIFS GLOBAUX	INDICATEURS	Niveaux de performance					
		Unités	Niveau atteint en 2010	Cible 2011	Niveau atteint en 2011	Ecart /2011	Ecart /2010
Contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population et à l'augmentation du volume et des recettes d'exportation	Croissance du sous secteur Pêche	%	2,90	3,00	3,30	0,30	0,4
	Contribution du sous secteur Pêche au PIBA	%	12,42	17,00	12,19	-4,81	-0,23
	Niveau d'accroissement des recettes d'exportation des produits halieutiques	%	824,03	10	ND	ND	ND
Objectifs spécifiques							
Accroître les niveaux de production et de compétitivité des filières halieutiques tout en adaptant les systèmes de production au contexte socio-économique.	Taux de couverture des besoins de la population en produits halieutiques par la production nationale	%	34,55	32,00	35,68	3,68	1,13
	Taux d'accroissement la contribution des filières halieutiques (poissons et crevettes) au PIB agricole	%	-0,50	0,63	-1,88	-2,51	-1,39
Assurer le développement des filières halieutiques porteuses en vue d'accroître l'accès du pays aux devises	Poids de la production intérieure par rapport aux importations de produits halieutiques	%	54,20	44,00	48,39	4,39	-5,81
	Nombre de filières halieutiques structurées	Nbr	0	0	0	0	0
Résultats							
R₁ : Les niveaux de production des espèces halieutiques se sont accrus et les productivités améliorées de manière durable	Niveau de production de poissons et de crevettes	T	41,12	45,00	38,73	-6,27	-2,39
	Taux d'accroissement de la taille moyenne des captures	%	-22	3,00	ND	ND	ND
	Taux de mécanisation des activités de production, de pêche et de transformation des produits halieutiques et dérivés	%	ND	50,00	ND	ND	ND
R₂ : Une gestion durable des pêcheries est assurée	Pourcentage de Communes disposant de Schéma Directeur d'Aménagement des pêcheries.	%	ND	35,00	ND	ND	ND
	Taux d'accroissement des infrastructures et équipements de pêche et d'aquaculture	%	0,18	10,00	24,29	14,29	24,11
	Taux de restauration et protection des pêcheries	%	-0,40	1	ND	ND	ND
R₃ : L'accès au marché des produits et denrées halieutiques est amélioré	Taux de couverture de la demande intérieure	%	111,68	52,00	109,40	57,40	-2,28
	Taux de conformité aux normes des produits halieutiques et dérivés	%	100	60,00	ND	ND	ND
	Volume des exportations de produits halieutiques	T	1,76	30,00	34,61	4,61	32,85

Sources : DP, INSAE, DPP/MAEP, 2012

ANNEXE 4 : POINT DE REALISATION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE DU PROGRAMME ADMINISTRATION ET GESTION DU SECTEUR

Libellé	Indicateurs	Unité	Niveau atteint 2010	Cible 2011	Niveau atteint en 2011	Ecart par rapport à la cible	Ecart par rapport à 2010
Objectif global : Contribuer à l'amélioration des performances et de la gouvernance du secteur agricole	Ratio PIB agricole/Dépenses publiques agricoles		43,52	50	43,15	-6,9	-0,38
	Croissance du PIB agricole	%	1,4	7	3,3	-3,7	1,9
	Evolution de la balance commerciale agricole	Miards	-71,20	-50,00	nd	nd	nd
	Taux de prévalence de l'insécurité alimentaire	%	33,6	10	nd	nd	nd
	Taux d'accroissement des revenus moyens des ménages ruraux	%		2	nd	nd	nd
	Dépenses moyennes de consommation des ménages ruraux	FCFA	842 878		nd	nd	nd
	Taux d'accroissement des exportations agricoles	%	-0,60	8,00	nd	nd	nd
Objectif spécifique : Améliorer l'environnement institutionnel, financier, juridique et politique de façon à créer les conditions requises pour rendre l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture attrayants et compétitifs	Taux d'accroissement des investissements privés réalisés dans le secteur agricole	%	6,59	7,00	7,20	0,2	0,6
	Taux d'accroissement des investissements publics réalisés dans le secteur agricole	%	-44,07	5,00	25,94	20,9	70,0
R ₁ : Un système de production et de gestion d'informations utiles aux prises de décision disponible	Pourcentage de structures des acteurs du secteur utilisant des outils de gestion (manuels de procédures, planification, suivi-évaluation, etc.) performants et adaptés	%	71,43	80,00		-80,0	-71,4
	Niveau d'exécution des contrats de performance (accords cadre et lettre de mission)	%		70,00		-70,0	0,0
	Niveau de satisfaction des besoins en information des différentes catégories d'utilisateurs	%	54,67	80,00		-80,0	-54,7
R ₂ : L'administration publique assume efficacement sa mission et rend des services de qualité dans le secteur agricole (MAEP et autres ministères, Décentralisation dans le secteur agricole)	Niveau de performance des structures publiques dans l'exercice de leurs mandats	%	46,68	60,00	47,23	-12,8	0,6
	Niveau de prise en compte du volet agricole dans l'élaboration et la mise en œuvre des PDC		9,97	50,00		-50,0	-10,0
	Taux de satisfaction des services fournis aux différents acteurs			80,00		-80,0	0,0
R ₃ : Les acteurs non étatiques assument efficacement leurs missions et rôles et rendent des services de qualité dans le secteur agricole en fonction de leurs mandats et dans le respect des principes de subsidiarité.	Niveau d'efficacité des actions des faitières des acteurs non étatiques du secteur agricole			50,0		-50,0	0,0
	Taux de satisfaction des besoins en formation techniques des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs					0,0	0,0
	Niveau de pertinence des actions des faitières des acteurs non étatiques du secteur agricole			60		-60,0	0,0
R ₄ : Le partenariat public privé est développé dans le respect des rôles et responsabilités des différents acteurs (Concertation entre les acteurs, la délégation du service public aux opérateurs privés, table filière, accord de partenariat...)	Niveau de fonctionnalité du cadre institutionnel de mise en œuvre du PSRSA		25	50	32,50	-17,5	7,5
	Pourcentage de filières prioritaires dotées de tables filières fonctionnelles		15,38	30	23,08	-6,92	7,69
	Nombre de contrats des services publics avec les opérateurs privés			150		-150,0	0,0

**ANNEXE 5 : POINT D'EXECUTION FINANCIERE DU BUDGET MAEP
AU 31/12/2011**

RUBRIQUES	CREDITS OUVERTS 2011	NOUVELLES DOTATIONS 2011	CREDITS ENGAGES	CREDITS ORDONNANCES	TAUX D'EXECUTION	
					ENGAGE- MENT	ORDON- NANCE- MENT
I - DEPENSES ORDINAIRES						
Dépenses réparties	11 826 563 645	11 268 359 045	10 184 325 166	9 957 798 875	90,38%	88,37%
* Personnel	7 195 760 000	7 195 760 000	7 195 760 000	7 195 760 000	100,00%	100,00%
ABS - Fonctionnement Services (62)	1 061 778 645	891 901 045	576 422 466	456 224 394	64,63%	51,15%
* Subventions d'Exploitation	3 079 000 000	2 766 278 000	2 038 000 000	1 988 000 000	73,67%	71,87%
* Autres Transferts Courants	490 025 000	414 420 000	374 142 700	317 814 481	90,28%	76,69%
Dépenses non réparties	528 239 000	528 239 000	244 775 065	168 217 968	46,34%	31,85%
* ABS (Dépenses Communes)	314 489 000	314 489 000	98 953 734	59 746 000	31,46%	19,00%
* Autres Transferts Courants	213 750 000	213 750 000	145 821 331	108 471 968	68,22%	50,75%
Equipements Socio- Administratifs	298 998 000	298 998 000	262 586 106	201 737 266	87,82%	67,47%
S/TOTAL I	12 653 800 645	12 095 596 045	10 691 686 337	10 327 754 109	88,39%	85,38%
II - DEPENSES EN CAPITAL						
S/TOTAL II	40 651 880 000	43 627 970 299	19 380 773 801	15 803 845 578	44,42%	36,22%
Budget National	9 883 855 000	9 166 041 000	6 993 735 685	5 319 965 385	76,30%	58,04%
Ressources Extérieures	30 768 025 000	34 461 929 299	12 387 038 116	10 483 880 193	35,94%	30,42%
BUDGET MAEP	53 305 680 645	55 723 566 344	30 072 460 138	26 131 599 687	53,97%	46,90%
Budget National	22 537 655 645	21 261 637 045	17 685 422 022	15 647 719 494	83,18%	73,60%
Ressources Extérieures	30 768 025 000	34 461 929 299	12 387 038 116	10 483 880 193	35,94%	30,42%

Source : Point SIGFIP & Rapports d'avancement des Projets/Programmes au 31 décembre 2011

* Crédits ordonnancés = mandats ordonnancés + ordres de paiement.